

Les jeunesses socialistes dans l'entre-deux-guerres

par Christian DELPORTE*

« **L**e Parti socialiste est le parti des jeunes », affirmait *Le Populaire*, le 24 mai 1935, en présentant le portrait de Robert Pont, âgé de 25 ans et récemment élu maire d'une petite commune. Pourtant, l'année précédente, au Congrès de la S.F.I.O., Itard (de la Fédération de la Seine) avait laissé entendre que trop peu d'efforts étaient consentis pour mener les jeunes à rejoindre le parti : « Il ne faut pas », déclarait-il notamment, « que le Parti apparaisse comme un parti de vieux, comme un parti conservateur ! Il faut être un parti de jeunes ».

La S.F.I.O. ne pouvait se passer d'une organisation de jeunesse. Mais la scission de 1920 avait entraîné la quasi-totalité des jeunes socialistes vers le Parti communiste. Tout était à reconstruire et il fallut plusieurs années pour voir réapparaître les J.S. qui devinrent, en 1935, le plus important groupement politique de jeunes ; deux ans plus tard, elles comptaient près de 55 000 membres.

Des noms illustres restent attachés à l'histoire des jeunesses socialistes de cette période, parmi lesquels Edouard Bonnefous, Daniel Mayer, Claude Lévi-Strauss, Pierre Bloch, et même Guy Mollet ou André Bergeron, ces deux derniers n'ayant jamais exercé de responsabilité dans le mouvement. Le Parti confia à des membres influents de la C.A.P. (Commission administrative permanente) — Zyromski, Salengro, Lagrange — le soin de conseiller les jeunes, et Paul Faure suivit toujours de près les travaux de l'organisation. L'un de ses fidèles, Bernard Chochoy, futur ministre de la IV^e République, assura les fonctions de secrétaire des J.S. de 1935 à 1938.

Le Parti entendit contrôler étroitement les Jeunesses et ne leur laisser nulle autonomie. Pourtant, surtout dans les années 1930, le mouvement fut secoué par des crises si aiguës qu'elles aboutirent le plus fréquemment à des vagues d'exclusions.

Mais on ne saurait envisager avec profit la période de l'entre-deux-guerres sans considérer les difficultés traversées par les jeunesses socialistes depuis leurs origines.

* Professeur d'histoire au lycée Alfred Kastler de Cergy (Val-d'Oise).

Débuts difficiles et éclatement des jeunesses socialistes (années 1890-1924)

Les premières tentatives d'organisation de jeunes se réclamant du socialisme virent le jour au début des années 1890, à l'initiative des groupes étudiants. En 1892 se constituèrent les Étudiants révolutionnaires internationalistes affiliés alors au P.O.S.R. d'Allemane. Yolande Cohen a montré combien leur naissance fut laborieuse, marquée notamment par une division reposant sur de violents affrontements idéologiques (1). Le Congrès national des Étudiants socialistes de France, réuni en juin 1893 à Paris, et qui aurait dû déboucher sur la création d'une fédération nationale étudiante, souligna l'ampleur des dissensions (2). Cependant, au-delà de l'impuissance d'action des groupuscules, des revues comme *L'Ère nouvelle* à Paris ou la *Jeunesse socialiste* à Toulouse contribuèrent à définir le rôle que pourraient tenir les jeunes (intellectuels surtout) dans le mouvement d'émancipation globale conduit par le prolétariat.

Le premier Congrès des organisations socialistes de Japy, en décembre 1899, témoigna de la faiblesse des groupes de jeunesse au tournant du siècle. Une quarantaine y étaient présents, dans la mouvance quasi exclusive du Parti socialiste révolutionnaire (venus de la région parisienne, de l'Allier, du Cher) et du Parti ouvrier français (implantés dans la Loire et le Rhône essentiellement). De 1905 — date de la création de la S.F.I.O. — à 1912, les jeunes ne disposèrent pas d'un mouvement propre. Dans le Nord, les Jeunes Gardes étaient directement dirigés par les sections du Parti. La fédération de la Seine, pour sa part, avait choisi de regrouper les jeunes dans la 42^e section qui, influencée par les idées hervéistes, fut à maintes reprises en conflit ouvert avec les adultes. L'indépendance d'esprit et l'extrémisme naturel des jeunes, déjà remarquables avant l'unité, militaient contre la constitution d'une organisation spécifique des Jeunesses socialistes. L'idée éveillait la méfiance, voire l'hostilité des aînés. Le maire de Lille (et secrétaire de la fédération du Nord), Gustave Delory, ne déclarait-il pas en 1907 : « Gardons-nous de constituer des groupes de la Jeunesse socialiste, car livrés à eux-mêmes, les jeunes, on les connaît. Ils sont ardents, pleins de fougue. Ils voudraient marcher dans la direction qu'ils croiraient [...]. Mais ils feront certainement des bêtises, ils se casseront les reins. Ils pourraient aussi nous créer des ennuis » (3).

Pourtant, malgré une opposition farouche qui dépassait le cadre des responsables du Nord, des hommes comme Tanger parvinrent à faire admettre (conformément aux souhaits exprimés par l'Internationale de la Jeunesse socialiste) le principe de la création d'une Fédération nationale des Jeunesses de France. Elle vit le jour en 1912, au Congrès de Lyon. Son but : recruter la jeunesse ouvrière,

(1) Voir Y. COHEN, *Les Jeunes, le socialisme et la guerre*, Paris, L'Harmattan, 1989, et « Avoir vingt ans en 1900 : à la recherche d'un nouveau socialisme », *Le Mouvement Social*, juillet-septembre 1982.

(2) On y vit la tendance Zévaès rompre avec les E.S.R.I. pour constituer le Groupe des étudiants collectivistes révolutionnaires, lié au Parti ouvrier guesdiste.

(3) Cité par J. VARIN, *Jeunes comme J.C.*, t. I : 1920-1939, Paris, Éd. sociales, 1975, p. 34.

la grouper et « lui donner une solide éducation socialiste afin de la préparer à une action vigoureuse de classe » (4). Le Comité national qui suivit définissait un programme en trois points : « 1) lutte en faveur de la protection de la jeunesse ouvrière contre l'exploitation capitaliste, 2) lutte contre le militarisme, 3) lutte contre l'alcoolisme » (5). Mais, dans la pratique, et malgré le Congrès de Brest, tenu en mars 1913, la Fédération n'existait pas organiquement. Les groupes de jeunesse n'étaient que des appendices des sections locales du Parti dont ils devaient appliquer les décisions. On peut estimer à environ 2 000 le nombre des jeunes socialistes à la veille de la Grande guerre.

Durant le conflit, l'attitude des Jeunesses se calqua scrupuleusement sur celle du Parti. En 1915 elles refusèrent l'invitation de leurs camarades suisses qui leur proposaient de se rendre à Berne pour participer à une Conférence internationale des jeunesses (6). En fait, la guerre avait achevé de détruire les minces équilibres conçus avant 1914. Quelques groupes purent néanmoins se reconstituer à la fin de l'année 1917. Et, en juin 1918, alors que les combats se poursuivaient, se tint à Saint-Denis une conférence nationale qui proposa unanimement au parti un projet nouveau d'organisation (7). Malgré bien des réticences, ce dernier le ratifia trois mois plus tard, et les Jeunesses devinrent alors un mouvement autonome, placé sous son contrôle. Pierre Lainé en fut le secrétaire général. Au début de 1920, les Jeunesses, qui s'étaient dotées d'un journal, *La Voix des jeunes*, comptaient plus de 8 000 adhérents.

Bientôt surgirent les premières divisions : fallait-il ou non adhérer à la III^e Internationale et à l'Internationale communiste des jeunes, fondée à Berlin par les représentants de 14 pays ? La conférence de Troyes, convoquée en avril 1920, révéla trois tendances. La première, majoritaire (3 168 mandats), conduite par Lainé, rejetait l'adhésion si elle signifiait la rupture avec le Parti et son idéologie traditionnelle. La seconde, dont le porte-parole était Laporte (2 350 mandats), se prononçait sans réserve, et pour l'adhésion à l'I.C.J., et pour l'autonomie la plus large des Jeunesses. La troisième enfin, dite « tendance Auclair » (1 801 mandats), définissait une position attentiste. Le nouveau Comité national, désigné à la proportionnelle, reflétait les différents points de vue, puisque les trois tendances y étaient représentées, respectivement par 6, 4 et 3 membres. Mais la propagande menée par le « Comité pour l'autonomie et l'adhésion à la III^e Internationale » parvint à élargir son audience et à convaincre Auclair et ses amis de le rejoindre : Lainé était mis en minorité au sein de la direction du mouvement. Aussi, en juillet 1920, les « minoritaires », Laporte et Auclair en tête, pouvaient-ils tenir congrès à Puteaux. Forts de 4 611 mandats, les 95 délégués exigeaient la con-

(4) Fédération nationale de la Jeunesse socialiste, *V^e Conférence nationale de Troyes, 1920*, Rapports du Comité national, p. 13-14.

(5) *Ibid.*, p. 14. L'action antimilitariste se manifesta dès l'année 1912 par la diffusion du *Conscrit*, journal destiné aux jeunes de la classe 1912.

(6) La Conférence décida notamment la publication d'un journal de propagande en langue allemande, *L'Internationale des Jeunes*.

(7) L'initiateur en fut Fernand Strago, qui s'était montré très soucieux de renouer des relations au sein de la jeunesse européenne, dès 1915.

vocation dans les deux mois d'un Congrès national extraordinaire qui permettrait, à terme, l'élaboration d'un programme d'action communiste et, immédiatement, la création d'une Fédération des Jeunesses communistes. Maintenant leur pression, les « ex-minoritaires », groupés désormais en « Comité de l'Internationale communiste des jeunes », se dotèrent d'un journal, *L'Avant-Garde*, où ils défendirent leurs positions à la veille du Congrès de la Bellevilloise qui s'ouvrit le 1^{er} novembre. 5 443 mandats se portèrent sur la résolution communiste contre 1958 sur celle de Laîné et 350 abstentions : la Fédération nationale des Jeunesses communistes de France était constituée. Laîné entreprit une dernière manœuvre, déclarant invalides les décisions du Congrès et faisant appel aux instances dirigeantes du Parti pour trancher le différend. La C.A.P. prononça la dissolution du tout nouveau Comité national et décida de prendre le contrôle des Jeunesses. Mais, loin de se soumettre, le Comité exclut une quarantaine d'ex-majoritaires, dont Laîné lui-même (8).

Ainsi, avant le Congrès de Tours, la scission au sein des Jeunesses était effective. Leur évolution avait totalement échappé au Parti, lui-même engagé dans la tourmente. Les partisans de l'adhésion à la III^e Internationale avaient su mettre à profit l'autonomie acquise en 1918, justifiant ainsi l'inquiétude de nombreux responsables de la S.F.I.O. L'expérience de 1920 allait laisser des traces et rendre méfiants les anciens à l'égard des jeunes.

Dès lors, les jeunesses restées fidèles à la S.F.I.O. traversèrent une période particulièrement délicate. Leurs effectifs, estimés encore à 2 ou 3 000 adhérents au moment du Congrès de Tours, attirés par les communistes ou prompts au découragement, fondirent rapidement. Les déclarations enthousiastes, montrant le rôle déterminant des J.S. de France dans la reconstitution de l'Internationale des Jeunesses socialistes en février 1921 (9), la réapparition annoncée des Étudiants socialistes, en mai, la multiplication des exemples, dans les colonnes du *Populaire*, de groupes refusant de rejoindre la III^e Internationale, ne firent pas longtemps illusion. Privée de fonds et de militants, fidèle à un Parti qu'il fallait reconstruire, la Fédération ne pouvait faire paraître régulièrement son nouvel organe bimensuel, *Le Drapeau rouge*. Son Comité national, déchiré par des querelles internes, perturbé par des démissions successives, ne parvenait pas à constituer une structure permanente. Ainsi, le manque de ressources ne permit-il pas de répondre favorablement à l'invitation des Jeunes Gardes de Belgique pour leur congrès d'avril 1922.

L'activité des J.S. se réduisait à quelques sorties champêtres ou quelques déclarations proclamant leur hostilité à l'armée. Incapables de compter sur leurs propres forces, il leur fallait convaincre les sections du Parti de mettre en place des groupes de jeunesses, ce qui n'alla pas sans obstacles. En juin 1922, le Comité exécutif des J.S. de la Seine s'adressa « Aux militants du Parti » en ces termes :

(8) Sur l'éclatement des J.S. et la création des J.C., voir F. CASTAING, « Aux origines des Jeunesses communistes de France », *Le Mouvement Social*, janvier-mars 1971.

(9) La conférence reconstituant l'Internationale des Jeunesses socialistes eut lieu à Vienne, le 28 février 1921. La capitale autrichienne en devint le siège.

« La plupart des militants du Parti manifestent la plus complète indifférence à l'égard des Jeunesses socialistes, certains sont même animés d'une véritable hostilité envers cette organisation. Un passé très récent peut d'ailleurs expliquer leur attitude. Ils ont connu des Jeunesses où l'on ne faisait guère que de la politique, et où on faisait même souvent une politique opposée à celle du Parti. » Après avoir rassuré les adultes sur la bonne volonté des J.S., l'appel se concluait ainsi : « Ce sont eux, les jeunes militants, qui sont la force de notre parti, c'est d'eux encore qu'il faut attendre un renouveau d'activité et d'ardeur de nos organisations. [...] Militants du Parti, envoyez sans tarder vos enfants dans les organisations de Jeunesses, c'est un devoir impérieux » (10).

Les responsables des J.S. redoublèrent de déclarations rassurantes, affirmant qu'elles ne devaient pas être des groupements proprement politiques, mais se consacrer à l'éducation de la jeunesse, aider à la formation d'activités sportives et artistiques, tout en restant sous l'étroit contrôle du Parti. Rien n'y fit, et des menaces surgirent même, à la fin de l'année 1922, sur le maintien de la subvention accordée par la S.F.I.O. aux J.S.

Quelques groupes isolés avaient pu survivre, mais seule la Fédération de la Seine fonctionna vraiment et tint congrès. Fait caractéristique de l'état de délabrement du mouvement, sa Commission exécutive fusionna avec le Comité national, en 1922. Un effort fut tenté au début de l'année suivante pour regrouper des forces singulièrement dispersées, en vue du premier congrès national depuis la scission, qui eut lieu rue Malte-Brun, en novembre 1923. Il rassembla 32 délégués représentant, outre la Seine, le Nord, le Pas-de-Calais, la Haute-Garonne, la Gironde, la Charente inférieure et le Haut-Rhin. Faute de moyens financiers, les adhérents des Bouches-du-Rhône et d'Algérie s'étaient fait excuser (11). Bracke et Zyromski y avaient été délégués par la C.A.P. A 18 ans, René Dumon devenait secrétaire des J.S. Ouvrier ajusteur à la Compagnie des chemins de fer, il avait adhéré dès 1919 (à 14 ans !) à la S.F.I.O., l'année suivante à la C.G.T., avant d'être élu secrétaire du groupe des J.S. du 20^e arrondissement de Paris.

Néanmoins les J.S. continuaient à végéter et les cris de victoire dans les mois qui suivirent le Congrès de Paris ne pouvaient cacher les tristes réalités d'une organisation sans structures, sans adhérents, sans action. C'est en prenant conscience de cette situation dramatique que la C.A.P. décida, à la fin de l'année 1924, de dissoudre la Fédération nationale « fantôme », et de reconstituer les Jeunesses socialistes sur de nouveaux fondements. La reconstruction du Parti en voie d'achèvement, il fallait lui donner un réservoir de militants fidèles qui prépareraient l'avenir.

(10) *Le Populaire*, 3 juin 1922.

(11) Sur les 11 membres du nouveau Comité national, on comptait 6 responsables de la Seine. 5 autres départements étaient représentés : Haut-Rhin, Pas-de-Calais, Nord, Haute-Garonne, Charente inférieure.

La reconstruction (1924-1928)

La C.A.P. chargea Jean Zyromski de coordonner les efforts en vue de la réorganisation des Jeunesses. Il fallut d'abord dresser l'état des J.S. et, dès décembre 1924, un appel était lancé par *Le Populaire* : les groupes devaient se faire connaître à Zyromski dans les plus brefs délais. Les témoignages ainsi recueillis montrent à quel point le mouvement fonctionnait au ralenti (12). Au total, on comptait 1 300 adhérents à peine en 1925, réellement structurés en Haute-Garonne, dans la Seine, le Pas de Calais et le Nord (13). Les adhérents de ces deux derniers départements vivaient presque indépendamment du reste de l'organisation, travaillant en étroite collaboration avec les Jeunes gardes belges. Les Jeunesses du Nord, qui avaient accompli un travail de recrutement efficace en 1923-1924 avec leurs camarades du Pas de Calais, entendaient reprendre en mains les J.S. face à « l'incurie du Comité national » (14). Elles acceptaient mal le monopole désormais injustifié de la direction du mouvement par les militants de la Seine et, fortes de leurs 500 membres, voulaient soumettre au prochain congrès une demande de transfert de siège à Lille (15).

Zyromski n'était guère favorable à la constitution d'un organisme national des jeunesses socialistes, préférant voir se créer des groupes relevant d'organisations départementales, placées sous le contrôle des fédérations du Parti. L'objectif était clair : il s'agissait d'accorder le moins d'autonomie possible aux jeunes, afin de ne pas renouveler l'expérience récente de la scission. Une sous-commission des jeunesses de la C.A.P. fut établie, composée de Zyromski, Gaston Lévy, Gailard, Grandvallet et présidée par Guillevic.

Le choix de ce dernier était caractéristique des cadres restreints dans lesquels le Parti entendait enfermer les Jeunesses. Vieux militant de la S.F.I.O., coopérateur (il appartient à la « La Prévoyante » du Pré St-Gervais), il s'intéressa surtout aux questions sportives et devint trésorier puis secrétaire de la F.S.T. (Fédération sportive du travail). Dans son esprit, les groupes de jeunes devenaient des cercles de loisirs ouvriers créés et contrôlés par les sections adultes, rassemblés au sein d'organismes fédéraux. Ces cercles étaient eux-mêmes composés de quatre sous-sections : 1) un groupe d'éducation socialiste pour la jeunesse ; 2) un groupe d'éducation artistique et littéraire ; 3) un groupe sportif affilié à la F.S.T. ; 4) un groupe de « pupilles ou patronage » (16). Les propositions de Guillevic furent approuvées par la Conférence nationale des jeunesses, convoquée en avril 1925.

Cependant, les jeunes étaient attachés à l'intégrité d'un organisme national (17). Le Parti accepta de confier les destinées des Jeunesses à un Comité

(12) C.H.R.M.S.S., Fonds Zyromski, B III.

(13) *Ibid.*

(14) *Ibid.*, lettre de Georges Havenne, délégué du Nord au Comité national des J.S.

(15) *Ibid.*

(16) Séance de la C.A.P. du 18 mars 1925, *Le Populaire*, 1^{er} avril 1925.

(17) Intervention de R. Dumon lors de la séance de la C.A.P. du 18 mars 1925. Il proposait le maintien d'un organisme national placé sous la direction de 4 membres de la C.A.P. et de 3 membres des Jeunesses, le secrétaire étant choisi parmi les représentants de la C.A.P.

national mixte (C.N.M.), groupant 5 membres de la C.A.P. et 4 membres désignés par la Conférence nationale des jeunes, réunie chaque année (tandis que des Comités fédéraux mixtes assuraient la gestion des ententes). Mais le secrétariat revenait à un adulte, assisté d'un « adjoint » jeune. Les Jeunesses, tout en gardant un caractère national, se voyaient privées de toute autonomie par rapport au Parti. L'article II des statuts ne laissait planer aucun doute : « Tout adhérent accepte les principes du Parti socialiste. » A 18 ans, le jeune socialiste devait adhérer au Parti, mais rien ne spécifiait qu'un jeune, soucieux de rejoindre la lutte des socialistes, était tenu de prendre sa carte aux Jeunesses (18).

Strictement contrôlés par les adultes, les jeunes s'interdisaient de discuter les orientations du Parti. Exclusivement définies comme des « groupes d'éducation socialiste de la jeunesse », les J.S. prépareraient les cadres de demain, rompus dès l'adolescence à la doctrine socialiste et élargiraient l'audience de la S.F.I.O. chez les jeunes, en leur proposant des activités distractives comme le sport ou le théâtre.

On le voit, les objectifs assignés aux Jeunesses en 1925 n'étaient guère différents de ceux définis à Lyon, en 1912. Il est vrai que la réflexion de la S.F.I.O. sur la jeunesse avait peu progressé depuis l'avant-guerre. Très peu d'écrits, articles ou brochures, évoquaient ces problèmes. Au mieux, n'était-elle envisagée qu'à travers le prisme de la lutte des classes. Les socialistes insistaient sur l'inexpérience et la naïveté des jeunes prolétaires, victimes innocentes du cynisme patronal. L'usine, de plus en plus abrutissante, broyait chaque jour davantage l'espoir des esprits les plus solides. Le jeune, proie facile des fléaux de la société capitaliste (l'alcoolisme), du discours des démagogues (les cléricaux), avait perdu toute volonté de lutter pour l'émancipation du prolétariat. Et de constater amèrement : « pendant que la jeunesse ouvrière s'amuse, boit, danse, la bourgeoisie sommeille dans le luxe, l'industriel exploite l'ouvrier, le mercanti vole son client et le militaire traîne son sabre et prépare la guerre » (19). Seul le socialisme pouvait redonner à la jeunesse la volonté de lutter, sous la conduite de la S.F.I.O. et de son mouvement de jeunes. Par son œuvre éducative, il contribuerait à éveiller chez elle la conscience de classe. Ayant appris à connaître, dès l'adolescence, ses idées et son histoire, l'individu, parvenu à l'âge adulte, aimerait sincèrement le socia-

(18) Parallèlement, fut fondée en novembre 1926 la Fédération française des Étudiants socialistes, transformée en 1929 en Fédération nationale des Étudiants socialistes, qui s'exprima notamment à travers son organe mensuel, *Essais et Combats*. S'il était, selon l'article 14 de leurs statuts, « du devoir des membres de la Fédération de s'inscrire dans les groupes de jeunesse », cela n'était pas une obligation. Cependant la double appartenance E.S.-J.S. était fréquente, comme en témoignent les exemples de C. Lévi-Strauss, Léon Boutbien, Henri Noguères et bien d'autres. Il n'existait pas d'organe mixte. Mais la C.A.P. (à laquelle était soumis le rapport annuel de la F.N.E.S.) pouvait annuler toute nomination, y compris celle du Président dont la désignation ne devait « jamais être le prétexte d'un vote politique, ni donner lieu à un débat de tendance » (art. 7). L'organisation subit des crises identiques à celles des J.S. au milieu des années 1930 (cf. infra).

(19) Éd. et H. GHESQUIÈRE, *La Jeunesse socialiste, son organisation*, Paris, Librairie populaire, 1928, p. 5.

lisme. Afin de développer en lui l'esprit de solidarité, la quête du savoir s'effectuerait dans le cadre collectif des Jeunesses socialistes. D'autre part, ces dernières ne manqueraient pas d'éloigner les jeunes des organisations bourgeoises, militaires ou cléricales, qui avaient réussi à capter leur intérêt légitime pour les activités physiques, en les entraînant dans les groupes sportifs.

Finalement, l'existence des Jeunesses s'avérait un mal nécessaire pour faire passer auprès des jeunes un message que les adultes ne parvenaient pas à transmettre. Aux aînés sceptiques (en premier lieu ceux du Nord de la France), les responsables de la renaissance des Jeunesses présentaient les garanties contenues dans les statuts eux-mêmes : absence d'autonomie, objectifs étroitement définis, interdiction du débat politique. Mais c'était sans compter avec l'impétuosité naturelle et l'aspiration à agir de la jeunesse.

Les structures se mirent en place. La C.A.P. avait désigné Louis Lévy, l'ami de Léon Blum, pour occuper le secrétariat, et les jeunes avaient choisi Suzanne Caille (secrétaire personnelle de Paul Faure et responsable des « groupes d'enfants » animés par les femmes socialistes) pour les représenter.

A peine reconstituées, les Jeunesses connurent des difficultés. Il leur fallait d'abord se démarquer des mouvements de jeunes, amis, et singulièrement des Jeunesses laïques et républicaines. Traditionnellement, de nombreux socialistes y militaient et les J.L.R. avaient bénéficié de la quasi-absence des Jeunesses socialistes au début des années 1920 pour se renforcer. L'exemple de Pierre Lamarque, membre du C.N.M. en 1932, est, à cet égard, éclairant. A sa sortie de l'École normale, en 1924, il adhéra au Parti socialiste. Ignorant l'existence des J.S. et soucieux d'agir avec les jeunes, il prit sa carte aux J.L.R. Quelque temps plus tard, des responsables des J.S., ayant appris son appartenance à cette organisation, le convoquèrent, lui firent bien des reproches et lui indiquèrent qu'il convenait d'abord de rejoindre leur mouvement (20).

Les Jeunesses firent donc pression sur la C.A.P. qui finit par déclarer, en novembre 1927, l'incompatibilité de la qualité de membre du Parti ou des Jeunesses avec celle d'adhérent des J.L.R. Cette décision provoqua la colère de fédérations, comme celles du Gard ou de l'Aveyron, qui demandèrent avec fermeté le retour à la situation antérieure. Au Congrès de Toulouse, en mai 1928, Paul Ramadier se fit leur porte-parole (21) et invoqua notamment le souvenir de Jaurès : « Jaurès, dit-il, pendant tout le temps qu'il a vécu, n'a cessé de suivre du plus près ce mouvement des Jeunesses laïques et lui a apporté toujours son appui et sa sympathie. » Il souligna son inquiétude de voir cette organisation devenir très vite la « chasse gardée » des radicaux, alors qu'elle avait constitué jusque-là une riche pépinière de militants. « Le Parti socialiste n'a pas à dire si l'on doit entrer aux Jeunesses laïques ou si l'on ne doit pas y entrer », poursuivit-il avec vigueur, mais en vain (22).

(20) Entretien avec Pierre Lamarque, 1988.

(21) Paul Ramadier représentait la Fédération de l'Aveyron.

(22) Parti socialiste S.F.I.O., XXV^e Congrès national, tenu à Toulouse les 26-27-28 et 29 mai 1928, compte rendu sténographique.

Simultanément, le fragile édifice des Jeunesses fut mis à l'épreuve par ses membres eux-mêmes. L'offensive fut menée en 1926 par l'Entente de la Seine, alors dirigée par Émile Cabrera (également membre du C.N.M.), qui exigea davantage d'autonomie et la possibilité de se rapprocher des communistes. Très vite, le conflit éclata entre Louis Lévy et Cabrera à propos d'un voyage que ses amis souhaitaient faire en U.R.S.S. Lévy les rappela plusieurs fois à l'ordre, s'appuyant notamment sur l'article II des statuts, et leur interdit formellement d'entreprendre une telle démarche. Mais déjà Cabrera et les siens s'organisaient en minorité de gauche sous le nom d'« Agir » et désignaient quelques camarades pour se rendre à Moscou. C'en était trop : ils furent exclus des Jeunesses en octobre 1927 (23). L'affaire semblait réglée, mais elle avait considérablement ébranlé le mouvement. L'entente de la Seine perdit près de la moitié de ses effectifs entre 1927 et 1928 (passant de 775 à 420 adhérents). Il serait séduisant d'attribuer à ces pertes le recul du nombre des militants des Jeunesses entre ces deux dates (3 964 en 1927, 3 641 en 1928). Mais les choses sont sans doute plus complexes, car le malaise était grand à cette époque, touchant même l'entente du Nord : 1 400 membres en 1926, 1 000 en 1927, 700 en 1928.

Le C.N.M. reconnut, lors de la Conférence nationale de 1928, l'existence « de multiples indices de fléchissement et de découragement » affectant le mouvement (24). Les jeunes, en effet, ne pouvaient agir sans l'aval des adultes qui, absorbés par les tâches militantes (dont la préparation des élections) se souciaient peu des Jeunesses. Les sections du Parti n'incitaient guère les jeunes recrues à rejoindre ces dernières et préféraient plutôt les garder auprès d'elles pour coller des affiches ou diffuser la presse socialiste. Aussi un courant s'amplifiait-il aux Jeunesses pour souhaiter une réelle autonomie qui leur eût permis de prendre des initiatives.

C'est donc autour de la modification des statuts que se fixèrent les débats de la Conférence nationale de 1928. La proposition de Claude Lévi-Strauss, qui désirait voir disparaître de l'article II le terme « contrôle » au profit de celui de « soutien » du Parti aux Jeunesses, fut vite rejetée. Car les représentants de la C.A.P. restèrent fermes sur l'essentiel : les jeunes demeureraient soumis à ses décisions. Quelques aménagements de l'organisation furent néanmoins acceptés. Le mouvement, officiellement appelé Fédération nationale des Jeunesses socialistes, fut défini comme un « groupement politique » ayant pour but premier l'« éducation doctrinale des jeunes adhérents du Parti ». Si les loisirs étaient toujours une priorité, ils n'étaient plus conçus comme une fin mais comme un moyen de pro-

(23) Le 30 novembre, à la Bellevilloise, Girard, du groupe Agir, décrit avec flamme son voyage en U.R.S.S., déclarant notamment : « Les ouvriers russes ont une autre mentalité que les ouvriers français. A l'usine comme aux champs, nos camarades russes se livrent, après leur travail, à une ardente propagande syndicaliste. Dans ce pays, la révolution a modifié totalement le genre d'existence des ouvriers. L'esclavage auquel ils étaient soumis sous le régime tsariste, a maintenant disparu. » Puis il blâma l'attitude du Parti socialiste accusé de « laisser des jeunes militants dans l'ignorance ». Il conclut ainsi : « A l'exemple de vos camarades russes, c'est à vous, jeunes ouvriers, de préparer la Révolution. », A.P.Po., BA 1692.

(24) Rapport moral de la Conférence nationale de 1928.

pagande parmi les jeunes ouvriers. Autorisées par les statuts, les réunions politiques restaient soumises à l'approbation de la fédération adulte. Les jeunes obtenaient la parité avec les adultes dans les organismes mixtes, à l'échelon fédéral ou national (au C.N.M. : 5 adultes, 5 jeunes). L'obligation d'adhérer au Parti était repoussée à 25 ans ; le militant devait impérativement quitter le mouvement à 30 ans (25). La direction des J.S. devenait bicéphale avec un secrétaire adulte (Louis Lévy) et un secrétaire « à la propagande », jeune (Suzanne Caille laissant sa place à René Dumon). Le débat sur l'autonomie était provisoirement clos.

Mythe et réalité (1928-1933)

Dès 1929, les effectifs du mouvement étaient proches de 6 000 adhérents. Il était alors présent dans 33 départements. La progression du Nord avait été particulièrement spectaculaire (1 800 membres), de loin première entente, devant la Seine (470) et la Haute-Garonne (350). En 1932, le nombre des militants frôlait les 12 000.

Il reste difficile de définir précisément leur origine sociale et professionnelle, qui pouvait varier selon les régions (importance du milieu ouvrier et des instituteurs dans le Nord et le Pas-de-Calais, par exemple). Cependant les indices recueillis soulignent la forte représentation des employés et des ouvriers qualifiés (26). D. Wajeman, l'un des responsables de l'entente de la Seine, mena une enquête en 1930 auprès des adhérents de sa fédération et publia les résultats dans *Le Populaire* (27). Affirmant, « la composition sociale de nos adhérents est prolétarienne », il montrait que 80 % d'entre eux étaient salariés, 65 % des ouvriers qualifiés et des employés (respectivement deux tiers et un tiers), 10 % des apprentis, 4 à 5 % des ouvriers non qualifiés. Les autres catégories n'étaient pas précisées (sans doute composées en grande partie d'étudiants). Près des trois quarts avaient moins de 18 ans. De même soulignerons-nous la sous-représentation féminine, trait classique à la S.F.I.O. Peu de femmes furent appelées aux postes de responsabilité : Suzanne Caille ou Mireille Osmin (fille de Léon Osmin, secrétaire de l'entente de la Seine puis membre du C.N.M.) font figure d'exception (28).

A la Conférence nationale de 1928 où, comme nous l'avons vu, furent remaniés les statuts, Édouard et Henri Ghesquière présentèrent un rapport bientôt publié sous forme d'une brochure, plusieurs fois rééditée et largement diffusée dans les

(25) La période probatoire pour qu'un nouvel adhérent puisse obtenir voix délibérative était supprimée.

(26) A titre d'exemple, on peut noter qu'en 1928 les membres jeunes du Comité fédéral de la Seine, R. Dumon, D. Mayer, D. Wageman et R. Le Bras étaient respectivement ouvrier ajusteur à la Compagnie des chemins de fer, représentant, maroquinier, tôlier-chaudronnier. Tous appartenaient aux J.S. du 20^e arrondissement de Paris.

(27) *Le Populaire*, 1^{er} janvier 1931.

(28) En 1936, la Fédération du Nord se félicitait de compter 2 000 jeunes filles sur 7 000 militants, preuve que cette proportion de 30 % était rarement atteinte ailleurs.

groupes de J.S. (29). Les frères Ghesquière appartenaient à une vieille famille socialiste lilloise. Leur père, Henri, fut l'une des figures marquantes du guesdisme. Son nom restait attaché à *L'Internationale* qu'il chanta en 1899 au Congrès des organisations socialistes et qu'il contribua à populariser à travers toute la France. Édouard, l'aîné, avait fondé en 1920 un comité de résistance à l'adhésion à la III^e Internationale.

Leur texte, tout empreint de tradition guesdiste, définissait trois objectifs fondamentaux. Le premier concernait les loisirs ouvriers et l'action culturelle, conçus sous deux formes : l'éducation physique et l'éducation artistique. À côté de la section sportive (affiliée à l'U.S.S.G.T.) du groupe des J.S., qui enseignerait la pratique de la gymnastique, du cyclisme, de l'athlétisme, de la natation, de la boxe ou du football, fonctionnerait une section artistique. Si l'ambition n'était pas de « former des artistes », il s'agissait d'« élever le niveau artistique de la jeunesse ouvrière » (30) dans des domaines comme la musique, le chant, le théâtre, la philosophie, l'histoire de l'architecture, de la sculpture, de la peinture, etc. Le groupe musical était particulièrement important car il pouvait « rendre de grands services dans les fêtes ou démonstrations sportives » (31). Puis étaient précisés les rythmes saisonniers des loisirs ouvriers. En hiver, les J.S. devraient attirer les jeunes dans un « Foyer de la Jeunesse », local prêté par la municipalité, une coopérative ou une bourse du travail où ils pourraient jouer (jeux de cartes, de dames...), lire (revues socialistes, journaux sportifs...), participer à des « soirées récréatives » (on y parlerait de la Commune, du 1^{er} mai, de Jaurès et les débats seraient interrompus par des chants socialistes) et à des fêtes du peuple où seraient projetés des films (sur la nature, la vie internationale des jeunes, la vie des humbles...). L'été, les militants organiseraient des sorties champêtres et des excursions où l'on convierait notamment les camarades des mouvements ouvriers, des sociétés socialistes de sport et des sociétés lyriques. Et les auteurs de louer les bienfaits du camping et de la vie au grand air.

Le rapport soulignait aussi la nécessité de l'éducation socialiste, là aussi dans la fidélité à la conception guesdiste du socialisme. À la « masse » serait réservée une « éducation primaire » qui comporterait « les principes élémentaires du socialisme, une connaissance parfaite de l'organisation ouvrière et une instruction du militant, dans le genre de l'instruction civique telle qu'elle existe dans les programmes des écoles primaires laïques » (32). Les groupes de Jeunesses y aménageraient des bibliothèques et prévoieraient des visites de musées, de coopératives, de bourses du travail, de Maisons du Peuple, etc. Mais, comme insistaient les auteurs, la « qualité », l'« élite » des militants, devraient suivre les cours de l'École socialiste. Futurs cadres du Parti, les élèves seraient désignés dans les groupes de J.S., les membres du Parti, des coopératives et de la C.G.T. Ils y affineraient leur connaissance du socialisme, compléteraient leur savoir par des rudi-

(29) Éd. et H. GHESQUIÈRE, *La Jeunesse Socialiste...*, op. cit.

(30) Op. cit., p. 13.

(31) Op. cit., p. 13.

(32) Op. cit., p. 24.

ments de droit, de comptabilité, de statistique, d'hygiène, de politique, d'art, de littérature, et se familiariseraient avec les questions municipales et départementales, comme les œuvres d'éducation, d'assistance et de logement. Étaient prévus des emplois du temps très rigoureux, chaque assistant aux réunions devant apposer sa signature sur un livre de présence.

Il est intéressant de constater la continuité de ce projet avec les expériences d'« écoles socialistes » tentées depuis le début du siècle tant par la social-démocratie allemande que par les socialistes français. Ainsi, à l'automne 1909, les Étudiants collectivistes avaient créé une École socialiste, définie dans ses statuts comme une « libre coopérative » dont l'objectif était de « donner au socialisme français un organe d'information scientifique », qui fonctionna jusqu'à la Grande guerre à raison de deux puis trois séances par semaine (33).

Les frères Ghesquière soulignaient, enfin, le besoin de créer une section de pupilles socialistes (les 6-14 ans), affiliée à chaque groupe de base. Son activité serait celle d'un patronage laïque, concurrençant sur leur propre terrain les organisations confessionnelles, mêlant distractions (sport, lecture, jeux, camps de vacances...) et éducation (apprentissage de l'hygiène, fondation de coopératives de friandises et de « boissons hygiéniques »...). L'enfant, expliquaient-ils, est un propagandiste qui s'ignore. « Il ne manquera pas de dire à ses petits camarades qu'aux "Jeunesses", il fait de l'éducation physique, qu'il apprend à chanter, à déclamer, à tenir un rôle dans une saynète. Il leur racontera aussi comment il passe ses jeudis au patronage et que les dimanches, pendant la bonne saison, il va toute la journée à la campagne pour y courir, pour y jouer à toutes sortes de jeux » (34).

Ces quelques lignes n'évoquent qu'imparfaitement la richesse d'un document soucieux du moindre détail (rigueur de l'organisation journalière des activités, conseils pratiques d'élaboration des structures, etc.) et qui avait pour vocation de servir de référence à chaque groupe de Jeunesse socialiste qui se constituait. Mais lorsqu'il fut présenté, et bien qu'approuvé par la Conférence nationale, ce rapport semblait déjà en décalage avec l'aspiration de nombreux militants des Jeunesses, et matériellement bien peu applicable. Aussi, lorsqu'on se penche sur l'évolution des J.S. dans les années ultérieures, on constate qu'il resta peu de choses du bel édifice imaginé par les frères Ghesquière.

La réflexion sur l'organisation des loisirs ouvriers se poursuivit, comme en témoignent les textes successifs présentés aux différentes conférences nationales. En 1931 fut même proposée la création de « Scouts socialistes », organisation du « tourisme ouvrier » et premier pas, disait-on, vers le collectivisme. « Quelle plus belle école collectiviste qu'un groupe de "Scouts socialistes", affirmait le rapporteur. Là, le plus fort aide le faible, le plus instruit sème son savoir, le plus débrouillard exécute ses plans. C'est le faisceau de toutes les forces, de toutes les volontés, de toutes les connaissances, tendues vers un but unique : la distrac-

(33) Voir à ce propos C. PROCHASSON, *Le socialisme normand (1907-1914). Recherches et réflexions autour du groupe d'études socialistes et de l'École socialiste*, mémoire de maîtrise, Université Paris I, 1981, 389 p.

(34) *Op. cit.*, p. 27.

tion saine et le bien-être du groupe. Nous sommes persuadés que cet état d'esprit du jeune restera toujours imprégné chez l'homme. Lorsqu'il aura compris ou lorsqu'on lui aura fait comprendre ce que peut procurer la communauté des efforts pour le plaisir, il concevra facilement qu'il puisse en être de même dans une Société collectiviste, pour les buts plus importants de la vie » (35).

Mais, dans la pratique, la tâche était trop lourde et les groupes, aux effectifs souvent restreints, ne parvinrent pas à mener de front toutes les activités envisagées. Ici et là on vit naître, sur l'initiative des J.S., une équipe de football ou de gymnastique (36). Chaque dimanche de 1929, le 5^e groupe des Jeunesses de la Seine organisa une sortie dans un lieu différent, visite de musée (Louvre, Tuileries, Luxembourg, Petit et Grand Palais...) ou de monument (abbaye de Saint-Denis, Notre-Dame de Paris, Palais de Versailles...), sur des thèmes aussi variés que l'histoire de Paris, l'histoire de l'art, de l'architecture, de la peinture, de la musique, du mobilier.

Régulièrement, les militants de la Seine, sous la conduite de leur secrétaire fédérale, Mireille Osmin, visitaient un musée (souvent le Louvre) et assistaient à une conférence explicative. Leur groupe artistique fédéral avait fondé une troupe théâtrale qui s'était assurée la participation du comédien Jean Martinelli. Elle monta notamment *Le Misanthrope*, qu'accueillirent de petites salles de la région parisienne durant l'année 1931 (Grand Orient de France, Théâtre municipal de Puteaux...). Là aussi, passage obligé, la représentation était précédée d'un exposé pédagogique sur la place de l'œuvre de Molière dans la littérature française (37).

L'hiver, les J.S. organisaient des galas de chansons et de poésie révolutionnaire, placés sous la présidence d'un membre connu du Parti, et toujours suivis de bals, « excellent moyen de propagande employé avec succès par les cléricaux et les J.L.R. » (38). L'été était consacré aux fêtes champêtres, chaque fois conduites selon le même scénario. Contre une faible participation financière, les J.S. emmenaient les jeunes de leur quartier ou de leur ville en train ou en car sur un terrain prêté par une municipalité socialiste qui les recevait à leur arrivée. Après des démonstrations sportives (assurées par les groupes des J.S.), des jeux, une tombola, un pique-nique sur l'herbe, souvent un concert, un bref meeting, la sortie s'achevait par un bal (39).

S'il est clair que l'organisation des loisirs ouvriers a constitué dès la fin des années 1920 une priorité de l'action des J.S., l'éducation socialiste ne fut pas

(35) Rapports administratifs du C.N.M. des J.S. à la Conférence nationale, 31 janvier-1^{er} février 1931, p. 37.

(36) Les J.S. du 20^e arrondissement se dénommèrent un temps Jeunesses socialistes et sportives du 20^e ; elles avaient fondé une équipe de football toute de rouge vêtue (information de R. Le Bras, entretien, 1988).

(37) Comme il nous l'a précisé, M. Priou-Valjean, secrétaire de la 18^e section de l'entente de la Seine, était responsable du groupe artistique fédéral (entretien 1988).

(38) C.H.R.M.S.S., Fonds Zyromski, B III, rapport de P. Favier, septembre 1930.

(39) Fred Zeller et ses camarades créèrent l'Églantine (amicale de Stains, de Pierrefitte, etc.) qui organisait des rencontres sportives et des fêtes. Il précise : « Nous vendions une églantine aux jeunes qui venaient, nous parlions avec eux et ainsi nous recrutions » (entretien, 1988).

négligée. Les militants assistèrent assidûment aux leçons données par deux écoles liées au Parti. L'École du propagandiste, dont la première expérience datait de 1912 (40), n'avait d'autre ambition que de fournir aux nouveaux adhérents un apprentissage pratique : comment rédiger un tract, coller une affiche, organiser un service d'ordre de réunion, parler en public, etc. Relancée par Suzanne Buisson, l'École socialiste dispensait au moins une fois par mois des cours sur le socialisme et son histoire, dans une salle de l'Hôtel des Sociétés savantes (41). De ce point de vue, les Parisiens étaient favorisés. Mais la formation des militants était surtout assurée par les plus expérimentés d'entre eux (souvent des étudiants), lors de conférences de section et par la lecture personnelle des ouvrages et des brochures de la Librairie populaire.

Face au désarroi des ententes, le C.N.M. avait mis au point un programme d'étude en dix leçons, chacune d'entre elles nécessitant la consultation de plusieurs publications. Ainsi le cours préliminaire, consacré au « but des Jeunesses socialistes », supposait que l'orateur eût fait appel aux œuvres suivantes :

- *Pour devenir socialiste* de Dispan de Floran
- *Le Collectivisme* de Guesde
- *Le communisme et l'évolution économique* de Lafargue
- *Socialisme utopique et socialisme scientifique* d'Engels
- *L'Encyclopédie socialiste* ou *Anarchisme et socialisme* de Plekhanoff
- L'introduction de Kautsky à l'édition française du *Capital* de Marx
- *Pour être socialiste* de Blum (42).

La lecture de cette dernière brochure était vivement conseillée aux jeunes adhérents, de même que *Radicalisme et socialisme* et *Bolchévisme et socialisme*, du même auteur, ou le *Discours à la jeunesse* de Jaurès (43).

La formation des « cadres » était complétée par la participation de certains d'entre eux à une semaine d'études, organisée chaque été, à partir de 1929, dans un bastion socialiste. La première se tint à Saint-Claude, lieu hautement symbolique du mouvement ouvrier où parti, syndicat et coopératives vivaient en symbiose. Sous la conduite du maire Jules Mermet et des militants de la municipalité, les jeunes socialistes désignés par leurs fédérations, visitèrent les coopératives de Saint-Claude (fabriques de pipes et tailleries de diamants, essentiellement), apprenant, en quelque sorte, sur le terrain, l'histoire du mouvement ouvrier et du socialisme.

(40) Destinée « aux militants du Parti ou des organisations ouvrières » qui devaient y recevoir « les notions indispensables à toute propagande socialiste », comme l'indiquait *L'Humanité* du 11 février 1912, l'École du propagandiste avait été créée à l'initiative de l'École socialiste. Voir C. PROCHASSON, *Le socialisme normalien...*, op. cit., p. 77.

(41) Entretien avec Daniel Mayer, 1988. René Le Bras nous a indiqué, par ailleurs, que de nombreux jeunes socialistes étaient inscrits au cours du Centre confédéral d'éducation ouvrière (Institut supérieur ouvrier) de la C.G.T.

(42) C.R.H.M.S.S., Fonds Zyromski, B III.

(43) S'y ajoutaient également des romans réalistes décrivant les difficiles conditions de vie du monde ouvrier comme l'ouvrage de WELLS, *Cette misère des souliers*.

Les années suivantes, Lille, Toulouse, Lens, Saint-Nazaire... accueillirent la semaine d'études.

Ainsi, en 1935, dirigés par Roger Salengro, ils purent apprécier les réalisations de la municipalité lilloise en faveur des jeunes (des crèches aux camps de vacances). De nombreux conférenciers animaient les travaux (Bracke fut souvent présent), qui alternaient discussions idéologiques et débats sur l'avenir du mouvement.

Si les loisirs ouvriers et l'éducation socialiste apparaissaient bien comme les deux éléments moteurs de l'activité des J.S., en conformité avec les objectifs fixés en 1928, les sections des « pupilles socialistes » ne virent jamais le jour. Les « Faucons rouges », créés en 1932, n'eurent officiellement aucun lien organique avec les J.S., et Liliane Guignard-Perrein a souligné leurs relations souvent conflictuelles avec le Parti socialiste (44). Il reste que, si les Faucons rouges n'ont jamais vraiment constitué la pépinière des futurs adhérents des J.S., durant notre période de nombreux jeunes socialistes, des filles surtout, ont collaboré activement à l'encadrement des républiques d'enfants.

Aux activités que nous venons de définir s'ajoutaient celles dites de « propagande » : réunions et conférences publiques, d'une part (sur lesquelles nous reviendrons) et d'autre part vente à la criée du *Populaire* et des deux journaux des J.S., *Le Drapeau rouge*, diffusé par l'entente de la Seine, et *Le Cri des Jeunes*, d'abord mensuel de la fédération des jeunes socialistes du Nord, transformé en 1928 en organe officiel du C.N.M. (marque incontestable de la puissance d'organisation des J.S. dans ce département).

Et c'est en lisant leur presse que l'historien remarque combien les jeunes socialistes, traumatisés par la guerre qui venait de déchirer l'Europe, étaient instinctivement réceptifs aux idées d'internationalisme et de pacifisme (45). A la fin de 1928, l'Internationale des Jeunesses socialistes (I.J.S.) groupait 50 fédérations nationales, soit plus de 120 000 membres, fortement implantées en Autriche, en Allemagne et en Suède, à un niveau moindre en Grande-Bretagne et en Belgique. Les Jeunes Gardes belges, grâce aux militants du Nord, constituaient le modèle d'organisation des J.S. françaises et les rencontres étaient fréquentes. Ces dernières adoptèrent même leur insigne (représentant une main tenant un rameau d'olivier) et en rendirent le port obligatoire.

Si les jeunes socialistes étrangers respectaient leurs camarades français (héritiers de Guesde et de Jaurès), la médiocrité des effectifs des J.S. ne leur permettait guère de se faire entendre. Édouard Ghesquière constatait tristement en 1929 : « La faiblesse de notre mouvement fait que nous sommes considérés en enfants pauvres dans toute l'Internationale » (46). Au Congrès de Vienne de juillet

(44) L. GUIGNARD-PERREIN, *Les Faucons rouges 1932-1950*, Université Paris X-Nanterre, thèse de 3^e cycle, 1982.

(45) Dans l'enthousiasme de la Conférence nationale de 1928, les délégués adoptèrent une résolution rendant obligatoire l'apprentissage de l'espéranto, mesure qui ne fut jamais mise en application.

(46) *Rapports administratifs du C.N.M. des J.S. à la Conférence nationale des 10 et 11 novembre 1929*, p. 26.

let 1929, qui accueillit 100 000 participants, dont 20 000 Allemands, les Français ne purent envoyer que 8 délégués ! Vienne-la-rouge (*die Rote Wien*) était le symbole de la réussite d'une certaine conception du mouvement ouvrier (le « municipalisme » autrichien), sans doute encore plus sensible chez les jeunes que chez leurs aînés. Daniel Mayer, l'un des représentants de l'organisation française, en témoigne ainsi : « ... nous avons touché du doigt ce que pouvait être, par rapport au monde bourgeois, les tentatives d'amélioration du sort de la classe ouvrière, tentatives sans doute réformistes, mais qui possèdent un caractère révolutionnaire pour ce qu'elles diminuent les injustices entre les classes » (47). A leur retour, les jeunes Français racontèrent combien ils avaient été frappés et émus par le confort des logements ouvriers, aux loyers bas, aussi bien équipés que les appartements bourgeois, et tous munis d'une salle de bain ! Aussi les J.S. entourèrent-elles toujours d'une attention singulière l'évolution politique de l'Autriche, ressentant avec douleur les événements des années 1930.

Les jeunes socialistes souscrivaient volontiers, dans leur immense majorité, à ce que d'aucuns dénommèrent le « pacifisme bêlant ». Les instituteurs, nombreux dans les ententes du Nord de la France, participèrent au succès de la propagande pacifiste. En 1930, les J.S. menèrent une campagne d'ampleur sur la question de la paix et du désarmement. « C'est sur la jeunesse surtout que s'abattra cet épouvantable fléau, puisqu'elle formera la chair à canon de demain ; c'est sur la jeunesse prolétarienne particulièrement que la guerre pèsera demain, car le capitalisme a presque toujours un intérêt immédiat (telle la fabrication de munitions), ou plus éloigné : la conquête des marchés nouveaux, la défense des anciens, la prise de possession de nouvelles sources de matières premières » (48). Mais surtout le pacifisme des J.S. s'accompagnait d'un discours antimilitariste d'une rare virulence. La caserne faisait des soldats des « machines à astiquer et à marcher au pas », où il fallait obéir « aux ordres les plus idiots, les plus contradictoires et les plus grossiers ». L'armée, où les jeunes hommes devaient apprendre « l'art de tuer au nom de la patrie », ne pouvait produire que des « mouchards » ou des « soulougraphes ». Elle restait l'« école du vice et du crime », selon une expression chère aux anarcho-syndicalistes, et singulièrement à Yvetot, qui succéda à Pelloutier à la tête des Bourses du travail, au début du siècle. Cette dernière formule marque incontestablement la persistance d'un antimilitarisme à la fois moral et ouvrier.

Les jeunes socialistes rejetaient avec force le culte de la Patrie, inventé par la bourgeoisie pour pouvoir sans danger faire porter les armes aux travailleurs. Dans la pratique, ils refusaient de participer à la défense de l'État bourgeois (« pas un homme, pas un sou », proclamait leur mot d'ordre), de suivre les cours de préparation militaire ou ceux d'officier de réserve. Il convenait de demeurer dans le rang et d'organiser dans la caserne la solidarité entre jeunes socialistes. Certains d'entre eux, en effet, accomplirent leurs obligations militaires dans des con-

(47) C. JUIN, *Liberté... Justice...*, le combat de Daniel Mayer, Paris, Anthropos, 1982, p. 13. Sur Vienne, H. GRUBER, *Red Vienna*, Oxford, Oxford University Press, 1991.

(48) *Rapports administratifs... 1929*, op. cit., p. 24.

ditions pénibles, tel D. Mayer (alors secrétaire à la propagande des J.S. de la Seine) qui fut affecté dans un régiment disciplinaire.

A plusieurs reprises les rédacteurs du *Cri des jeunes* furent condamnés pour provocation de militaire à la désobéissance (notamment en 1934-1935 où l'action antimilitariste redoubla au moment où devait s'appliquer la loi des Deux Ans). Périodiquement, les sections des J.S. organisaient des vins d'honneur lors du départ des nouveaux conscrits. Et, comme les Jeunesses communistes, elles tentèrent (en 1928) de mettre en œuvre la « Caisse du sou du soldat », destinée à venir en aide aux camarades incorporés, alimentée par des quêtes et les droits d'entrée aux fêtes. Mais le projet n'aboutit pas.

Précisément, les J.C., qui avaient fait de l'antimilitarisme l'un de leurs chevaux de bataille, stigmatisaient les initiatives menées par les jeunes « social-flics » : « La Jeunesse socialiste ne lutte pas contre la guerre, elle cherche et elle fait des efforts pour capter la confiance des jeunes et les entraîner à la guerre impérialiste comme en 1914 [...]. Les Jeunesses socialistes sont pour la préparation militaire. Un fait : dans un club, l'Amicale Saint-Victor (5^e arr.), dirigée par des militants du Parti et de la Jeunesse socialiste, ces derniers ont donné à tous les adhérents une carte de préparation militaire, ils organisent des visites d'usines de guerre et des terrains d'aviation, ils font des démarches pour s'entraîner au tir. Les Jeunesses socialistes sont avec la bourgeoisie pour l'entraînement des jeunes ouvriers pour la guerre impérialiste » (49).

A l'exemple des deux partis adultes, plus violemment peut-être, J.S. et J.C. maniaient injure et invective. Aux insultes de *L'Avant-Garde* (où René Dumon était surnommé « Ducon, chéfaillon des J.S. ») répondaient les indignations et les répliques acerbes du *Cri des jeunes*. On chercherait vainement les traces d'une analyse idéologique et politique des différends qui opposaient les deux formations de jeunesse de la gauche. Le débat redoublait de flamme lorsque les jeunes socialistes décidaient d'organiser un meeting. Leurs réunions étaient systématiquement perturbées par les « contradicteurs » des J.C. (50). On sait que la S.F.I.O. ne put tenir de véritable rassemblement à Paris avant celui du gymnase Japy en 1929 (avec Blum, Faure, Renaudel). Il dégénéra comme les précédents en bataille rangée, à coups de chaises et de bancs : mais, cette fois, les socialistes étaient parvenus à repousser les communistes de la salle. Dès lors les J.S. purent se faire entendre en banlieue ouvrière. En janvier 1930, elles organisèrent une réunion publique à Malakoff, municipalité communiste. *L'Avant-Garde* dénonça la militarisation des « social-fascistes », relatant ainsi l'événement : « Par groupes, dès 8 heures du soir, les jeunes socialistes arrivent. [...] Une grosse canne mailloche à la main, leur allure n'était guère différente des crevés des J.P. Grumbach arrive en taxi, entouré d'une équipe de "protection". En pleine cité prolétarienne, c'est une véritable provocation. Dans la petite salle des coopérateurs, les J.S. occupent les "points stratégiques" de la salle, entourent la tribune, prêts à matraquer

(49) *L'Avant-Garde*, 11 octobre 1930.

(50) On se rappellera qu'à l'époque le Président de séance était fréquemment désigné par la salle. La réunion tournait alors à l'avantage des communistes venus en nombre « porter la contradiction ».

les ouvriers de Malakoff qui viendront les siffler » (51). Cependant, le meeting s'était tenu. En mai, *L'Avant-Garde* diffusa un numéro spécial appelant ses militants à interdire l'organisation du Congrès fédéral des J.S. du Nord à Lourches, prévu le 1^{er} juin. De violents affrontements eurent lieu, à coups de hampes de drapeau, et les protagonistes durent être séparés par les gardes mobiles.

Désormais nulle manifestation socialiste d'ampleur ne se déroula sans la présence d'un puissant service d'ordre. Ainsi virent le jour les Jeunes Gardes socialistes. S'il s'agissait pour eux de répondre à « toutes les provocations », leur constitution était d'abord destinée à contenir les débordements communistes. Déjà, en 1927, les J.S. de la Seine avaient tenté de lancer les « Jeunes Gardes », service d'ordre non armé, sans uniforme, ne se distinguant du public que par le port d'un brassard, pour ne pas déguiser les adhérents, disaient-ils, en « gardes-chiourmes » (52). Mais le point de vue évolua. Les J.G.S. commencèrent à se structurer et revêtirent tous la même chemise rouge dans les meetings, à partir de 1932. A propos d'un rassemblement des J.S. à Toulouse fort, selon lui, de 3 000 auditeurs, Paul Faure se réjouissait : « Ils (les J.G.S.) assuraient la "police" de la salle... et même d'une salle à côté où ils allèrent "vider en cinq sec" les jeunesses patriotes et nationalardes, qui émettaient la prétention de troubler un meeting pacifiste. Puis ils revinrent chez eux. Des communistes voulurent troubler la fête. Ils s'étaient tassés dans les plus hautes galeries. En quelques minutes, l'offensive des chemises rouges les réduisit au silence. C'était coloré et pittoresque » (53).

Cependant un tournant s'amorça dans les années 1933-1934 dans les relations J.S.-J.C., comme dans bien d'autres domaines. Alors que les événements européens et nationaux prenaient un accent dramatique, l'histoire des Jeunesses socialistes changea de dimension, des militants déclarant ne plus se satisfaire des limites fixées à leur action politique.

Dans le combat pour le Front populaire (1933-1936)

Les sources écrites et les témoignages recueillis soulignent à quel point les jeunes, plus encore que les adultes, ont subi le traumatisme de la défaite de la classe ouvrière allemande et vécurent, dès lors, dans la psychose d'un coup d'État fasciste en France. Un courant s'amplifia aux J.S. pour exiger l'unité rapide des forces de la gauche ouvrière, et singulièrement des jeunes, afin de combattre les ligues factieuses et d'épargner au prolétariat français le désastre allemand. Dans cette lutte, les militants de la Seine tinrent les tout premiers rôles. Mais les statuts révélèrent vite l'impossibilité pour les J.S. de prendre l'initiative sans l'accord préa-

(51) *L'Avant-Garde*, 1^{er} février 1930.

(52) *Le Drapeau rouge*, mai 1927.

(53) *Le Cri des jeunes*, 1^{er} février 1932.

lable du Parti, d'autant que les membres adultes du C.N.M. et les responsables des puissantes fédérations du Nord et du Pas de Calais n'étaient guère disposés à dialoguer avec les communistes.

L'affaire du Comité Amsterdam-Pleyel avait déjà montré le trouble qui habitait certains esprits de jeunes socialistes. En mars 1933, le C.N.M. déclina fermement l'invitation du comité à venir le rejoindre : « On nous demande de combattre la guerre à côté des organisations bourgeoises : ligues catholiques et unions chrétiennes, jeunesses laïques, jeune droite, syndicalistes chrétiens, etc. NOUS, JEUNES SOCIALISTES, NOUS NOUS Y REFUSONS CATÉGORIQUEMENT. Nous estimons qu'il est impossible de combattre la guerre sans combattre les causes profondes qui l'engendrent, c'est-à-dire le régime capitaliste tout entier. NON ! NOUS NOUS REFUSONS A CE CONFUSIONNISME. » Il poursuivait : « Les Jeunesses socialistes sont prêtes à collaborer à tout rassemblement des forces prolétariennes organisées, dès que les négociations que l'Internationale Ouvrière s'est déclarée prête à entamer avec l'Internationale Communiste auront abouti à un accord, et que les Partis ouvriers en France auront réalisé d'abord » (54). L'exclusion menaçait les militants indociles et des consignes étaient données aux responsables des fédérations afin de contrôler plus étroitement le fonctionnement des groupes. De nombreux adhérents, dans la Seine, l'Aisne ou les Bouches-du-Rhône, passèrent outre aux injonctions de la direction et durent quitter le mouvement.

Depuis l'exclusion de Cabrera en 1927, la question de l'autonomie ne s'était plus réellement posée. L'organisation, par surcroît, semblait tout à fait à l'abri des débats de tendances. A l'époque de la reconstruction, Zyromski et ses amis auraient peut-être pu profiter de leur présence pour influencer les Jeunesses. Tel ne fut pas le cas : Éric Nadaud, dans sa thèse, souligne la constante volonté de la Gauche socialiste de ne pas « se servir des J.S. ». De même, ajoute-t-il, la désignation des membres de la C.A.P. au C.N.M. ne fut jamais l'expression de la représentation des tendances ou le « prétexte d'un vote politique » (55). Et il convient de remarquer que la scission des « néos » en 1933 n'entraîna aucune défection aux J.S.

Ce furent les événements du 6 février 1934 qui réactivèrent le débat autour de l'autonomie. De nombreux jeunes s'avouèrent choqués par l'absence d'appel spécifique en direction des jeunes, dans le Manifeste lancé par le Parti au lendemain de la manifestation des ligues. L'agitation gagna les J.S. depuis l'entente de la Seine. A son retour du service militaire, Fred Zeller, son secrétaire fédéral, pouvait observer : « [...] des tendances nouvelles pointaient, animées par de nouveaux militants. Dans la Seine, la majorité se déplaçait, réclamait plus d'indépendance vis-à-vis du Parti et se radicalisait sur des positions de lutte de classes. Nous pensions qu'il fallait épargner à la France le sort de l'Allemagne » (56). René

(54) « Manifeste du C.N.M. des Jeunesses socialistes » du 29 mars 1933, *Le Cri des jeunes*, 20 avril 1933.

(55) E. NADAUD, *Une tendance de la S.F.I.O., la Bataille socialiste 1921-1933*, thèse de doctorat, Université Paris X-Nanterre, 1988, p. 24.

(56) F. ZELLER, *Trois points c'est tout*, Paris, R. Laffont, 1976, p. 57.

Dumon, qui s'était laissé convaincre par Zeller et ses amis de l'urgence de la modification des statuts, se lamentait : « Nous voulons la convocation des États Généraux de la jeunesse, cela veut dire de nous adresser non seulement aux Jeunesses communistes, mais aux J.L.R. et à la J.O.C. Nous voulons élargir notre front de lutte pour entraîner la jeunesse sur une plate-forme revendicatrice et antifasciste. Nos statuts actuels [...] font que ce ne sont pas nos Jeunesses qui feront cette proposition, mais d'autres organisations et, comme toujours, nous serons les... derniers ! » (57) En mai, le secrétaire jeune des J.S. interpella le Congrès de la S.F.I.O. Montrant le recul de l'audience des J.S. auprès des jeunes (selon lui, depuis le 6 février 1934, le mouvement avait perdu 2 000 adhérents, alors que les J.C. en avaient conquis 3 000), il conclut : « l'éducation socialiste doit se doubler d'une activité nouvelle » (58).

L'unité, impossible au sommet, se réalisait cependant « sur le terrain ». Partout une union sacrée s'établissait entre J.S. et J.C. pour combattre les Jeunesses patriotes ou les Camelots du Roy, notamment lors des ventes à la criée de leurs journaux respectifs. De fréquents affrontements éclataient, au Quartier latin comme dans les quartiers populaires, et la police devait intervenir pour séparer les belligérants (59). Localement (à Draveil, Château-Thierry...) jeunes socialistes et jeunes communistes concluaient des accords communs. Le 20 mai 1934, 25 sections des J.S. de la région parisienne déléguèrent des représentants au Congrès national de la Jeunesse contre la Guerre et le Fascisme, convoqué à l'appel des communistes. Le 26 juin, Dumon adressa une lettre pressante à la C.A.P. l'implorant de corriger les statuts. La réponse fut décevante : les Jeunesses devaient s'en tenir à l'accomplissement de leurs tâches traditionnelles, les loisirs ouvriers et l'éducation socialiste.

Cependant les contacts J.S.-J.C. se multipliaient et, à la veille de la signature du Pacte d'unité d'action socialiste-communiste, le 26 juillet, René Dumon et Raymond Guyot, secrétaire général des Jeunesses communistes, apparurent ensemble à la tribune d'un meeting à Paris, le second reprenant à son compte l'idée d'États généraux de la Jeunesse énoncée par Dumon.

Quelques jours plus tôt, de plus en plus isolé au C.N.M., excédé par les critiques cinglantes de ses membres jeunes (Zeller en tête), Louis Lévy avait démissionné, provoquant un début de polémique dans les colonnes du *Populaire*. Dans une « Tribune libre », Zyromski regretta son attitude. S'il déniait aux J.S. la possibilité d'élaborer une ligne politique propre, il souhaitait que le C.N.M., confor-

(57) *Le Cri des jeunes*, octobre 1934.

(58) Parti socialiste S.F.I.O., XXXI^e Congrès national tenu à Toulouse les 20-21-22-23 mai 1934, compte rendu sténographique, p. 56.

(59) Entretiens avec MM. Noguères et Priou Valjean, 1988. Ce dernier témoigne de son expérience : « Chaque dimanche matin, nous vendions *Le Cri des jeunes* place Jules-Joffrin et devions affronter les Jeunesses patriotes et les Camelots du Roy. Les circonstances de terrain créaient des liens avec les J.C. Un dimanche sur deux au moins, nous finissions la matinée au commissariat de police de la mairie du XVIII^e. » A propos des combats de rue entre étudiants socialistes et militants d'extrême-droite, voir ce qu'en dit H. NOGUÈRES, *La Vie quotidienne au temps du Front populaire (1935-1938)*, Paris, Hachette, 1977, p. 89 et suiv.

mément aux vœux de Dumon, fût entièrement composé de membres jeunes : « Nous vivons dans une époque où les jeunes ont pris une importance qui s'explique d'ailleurs par le poids des sacrifices que la crise capitaliste fait peser sur leurs épaules. Le Parti ne doit pas méconnaître cette nécessité, et il serait bien inspiré s'il permettait que l'influence des Jeunesses puisse se manifester et s'exercer plus largement dans le cadre d'une discipline collective nécessaire et acceptée » (60). Sans lui répondre directement, utilisant aussi la Tribune libre de l'organe socialiste, Lévy publia sa lettre de démission adressée le 16 juillet à Paul Faure. Selon lui, l'autonomie plus grande des J.S. déboucherait inmanquablement sur l'éclatement du mouvement. Et, présentant les revendications de certains jeunes socialistes comme l'illustration d'un conflit nuisible de générations, il réaffirma que les J.S. devaient s'en tenir à l'éducation socialiste pour ne pas devenir des « surcursales du Parti » (61).

Loin de s'apaiser, l'agitation s'accrut, nécessitant, en octobre, la convocation d'une conférence nationale extraordinaire pour trancher le débat. Les plus déterminés restaient les militants de la Seine (groupés autour de Fred Zeller) qui avaient reçu le renfort des trotskystes du groupe bolchévik-léniniste, entrés à la S.F.I.O en août 1934. Ces derniers auraient même souhaité l'indépendance complète. Ensemble, ils avaient persuadé Dumon de défendre une motion réclamant davantage de liberté d'action, ce qui avait provoqué la colère des fédérations modérées du Nord, du Pas-de-Calais et de la Haute-Garonne. Elles avaient composé une motion dite de « statu-quo » et menèrent une offensive vigoureuse lors de la conférence. Cédant à leur pression, Dumon se désolidarisa de F. Zeller, dont le texte ne recueillit qu'un quart des mandats. Il demeura secrétaire des J.S., mais son autorité avait été mise à rude épreuve (62).

Pour calmer les esprits, le Parti, par le biais du C.N.M., fit quelques minces concessions : « Les groupes de jeunesse sont autorisés dans le sein même de leurs groupes et sans que cela puisse mener à des manifestations extérieures, à discuter les grandes questions se rattachant aux problèmes de doctrine, de méthode et de tactique du socialisme international. En donnant aux jeunesses cette preuve de confiance, le C.N.M. ne croit pas que l'on puisse ranger sous cette rubrique les discussions relatives à la tactique électorale et à la vie quotidienne du Parti. Ce serait faire dévier le mouvement des jeunesses de son but en permettant qu'il s'érige en juge, arbitre ou censeur de l'activité quotidienne du Parti. [...] Le C.N.M. formule à l'organisation de la Jeunesse communiste une proposition concrète de rapprochement pour une action commune loyale des deux organisations contre les forces de la réaction sociale » (63).

Le rapprochement J.S.-J.C. s'accéléra désormais. Dès le 16 novembre 1934, les fédérations de la région parisienne des deux organisations conclurent un accord politique unitaire. Le 9 mars 1935, un texte de défense des jeunes chômeurs était

(60) *Le Populaire*, 21 août 1934.

(61) *Le Populaire*, 23 août 1934.

(62) L. Lévy accepta l'intérim du secrétariat adulte jusqu'à la conférence de 1935.

(63) *Le Cri des jeunes*, 16 décembre 1934.

ratifié par les deux instances nationales. Deux semaines plus tard, Guyot et Dumon, « sous l'autorité et le contrôle du Comité de coordination du P.S. et du P.C. », signaient un accord en neuf points qui prévoyait notamment une adresse aux jeunes chômeurs pour une action antimilitariste (c'est l'époque de la « Loi des Deux Ans ») et le soutien aux réfugiés des régimes fascistes et à l'U.R.S.S., menacée par l'agression du Japon et de l'Allemagne. Un comité national de coordination établit un programme revendicatif de la jeunesse (64). Enfin, le 14 juillet, pendant de l'action adulte, naquit un Comité du Rassemblement populaire de la Jeunesse, réunissant une dizaine d'organisations dont les J.S., les J.C., les J.L.R., les J.R.S. (Jeunesses radicales socialistes), etc. A l'exemple des aînés, la voie de l'unité organique était ouverte.

La politique de rapprochement semblait profiter largement aux J.S. puisqu'en 1935 elles étaient devenues le plus important mouvement de jeunesse par ses effectifs, avec plus de 16 000 membres. Mais le désordre n'avait pas cessé, entretenu par les « excités de la Seine », selon la formule de Raymond Abellio, dont l'entente regroupait plus de 1 000 adhérents et conduisait aussi le tumulte dans la fédération adulte. L'aile proche de la majorité du Parti (Blum, Faure), incarnée par Mireille Osmin, y représentait moins de 20 % des militants. A elle seule, « Jeunesse socialiste révolutionnaire », fraction du secrétaire fédéral Fred Zeller, détenait la majorité, soutenue par les trotskystes (Rousset, Craipeau) et le petit groupe « Spartakus » (Weitz, Meier), apparenté à la gauche de la tendance bataille socialiste dans le Parti (65).

Incontestablement, les trotskystes impressionnaient par leur culture politique, leur savoir théorique, leur activisme et leur intransigeance dans le combat contre le fascisme. A la S.F.I.O., ils étaient liés à Marceau Pivert qu'ils avaient contribué à détacher de Zyromski et avec qui ils bâtirent les T.P.P.S. (Toujours prêts pour servir), groupes d'autodéfense du Parti. Dans les Jeunesses, alliés aux amis de F. Zeller, ils entendirent faire des Jeunes Gardes Socialistes les premiers cadres de la milice ouvrière.

La Conférence de 1934 avait donné aux J.G.S. leurs statuts définitifs. Organisés en petits groupes prêts à intervenir à tout instant, sous la conduite d'un chef élu, leurs membres étaient puisés dans les rangs des militants les plus robustes (sic) du Parti et surtout des Jeunesses, âgés de 18 à 35 ans. Ils devaient être impérativement français, pour éviter tout démêlé avec la police. Cette mesure visait évidemment à protéger les jeunes victimes du fascisme et du nazisme qui affluaient alors vers la France.

A la chemise rouge s'était substitué un véritable uniforme (chemise bleue, cravate rouge frappée de l'insigne des J.S., béret basque bleu, bientôt brassard aux trois flèches), peu à peu adopté par l'ensemble des jeunes socialistes lors des grandes occasions. Dans la Seine, autour de leur chef, Loyau, 100 à 200 jeunes

(64) Parallèlement, les étudiants réalisaient l'unité autour du Front universitaire, alors présidé par Henri Noguères.

(65) Il convient d'ajouter deux petites fractions de gauche : « Lutte finale » (Tessier) et « Jeune socialiste » (Boutbien, Brando).

gardes étaient disposés à toute intervention diurne ou nocturne : collage d'affiches la nuit, distribution éclair de tracts dans les usines, expéditions punitives contre les diffuseurs de journaux fascistes... (66).

L'entente de la Seine s'était dotée d'un journal, *Révolution* (dès le troisième numéro il dépassait les 12 000 exemplaires), dont les articles mêlaient stratégie et pratique révolutionnaires. Soucieux de rapprocher les J.S. du monde ouvrier, il proposa même de construire des cellules d'usine du mouvement. Inquiet, le Parti exigea le sabotage de *Révolution* que ses rédacteurs sauvèrent par un stratagème. Les statuts autorisant tout militant à publier un journal, *Révolution* devint un « organe de lutte et de combat de la jeunesse ouvrière », ce qui ne trompait personne mais permit de le diffuser en province. Il tira bientôt à 60 000 exemplaires, deux fois plus que *Le Cri des jeunes* (qui, il faut le reconnaître, se vendit toujours difficilement).

La signature du Pacte franco-soviétique en mai 1935 fut l'occasion pour le journal de lancer une vaste campagne (sur le thème « communistes-trahison », « communistes sac-au-dos ») où il assurait que la Défense nationale n'était que « la justification de la guerre ». La seule solution alors : le défaitisme révolutionnaire en transformant la guerre impérialiste en guerre civile. C'en était trop et le Parti socialiste ne pouvait tolérer de tels propos alors que se profilaient les élections de 1936. De surcroît, à chaque rencontre, les communistes mettaient solennellement en garde leurs alliés contre le danger trotskyste. Le 14 juillet 1935, contre l'avis du C.N.M. et malgré l'hostilité des J.C. (désireux de ne pas choquer les radicaux et les classes moyennes), 500 militants de la Seine défilèrent en tenue, avec leurs propres mots d'ordre, chantant *L'Internationale* et *La Jeune Garde*, tandis qu'une pluie de 100 000 tracts s'abattait sur le cortège depuis les chambres d'hôtel louées la nuit précédente sur le parcours !

Quelques jours plus tard s'ouvrit à Lille (bastion des orthodoxes !) la Conférence nationale des J.S. où J.S.R., trotskystes et petites fractions de gauche présentèrent une « motion de la gauche révolutionnaire ». « On délibérait sous la pression de véritables nervis chauffés à blanc par Florimond Lecomte et Victor Provo », rapporte F. Zeller (67). Le tout nouveau secrétaire adulte, Louis Lagorgette, chercha un temps la conciliation. Mais Bernard Chochoy, responsable de la puissante fédération du Pas-de-Calais, mena l'offensive et proposa l'exclusion de 12 militants de la Seine (68) et « de tous ceux qui, dans l'action publique, se réclament d'une politique en opposition avec celle du Parti » (69). Sa motion fut adoptée par 3 667 mandats contre 1 534 et 33 abstentions, chiffres qui en disent long sur le chemin parcouru par les idées révolutionnaires. Pour les modérés, il était temps

(66) Comme nous l'a précisé H. Noguères, ce sont surtout les T.P.P.S., et non les J.G.S., qui intervenaient au Quartier latin pour soutenir les étudiants du F.U. (entretien, 1988). Cf. aussi E. NADAUD, « Le renouvellement des pratiques militantes de la S.F.I.O. au début du Front Populaire (1934-1936) », *Le Mouvement Social*, octobre-décembre 1990, p. 22-23 et 27.

(67) F. ZELLER, *Trois points...*, op. cit., p. 78.

(68) « Rousset, Yvan et la citoyenne Craipeau, Brando, Bressier, Pero, Fred Zeller, Genia, Lissanski, Makarowski, Rigal, Corvin. »

(69) *Le Populaire*, 29 juillet 1935.

d'agir avant que les militants de gauche ne prissent un avantage décisif. Et J.P. Rioux de remarquer : « Pour la première fois, des militants sont condamnés sur les problèmes de défense nationale et sur la tactique du Front populaire » (70).

C'était aussi une victoire personnelle pour Chochoy (27 ans), désigné par la conférence pour succéder à Dumon (30 ans) qui ne sollicitait pas un autre mandat, « atteint par la limite d'âge », mais dont la présence semblait à certains bien indésirable ! Son accession au secrétariat du mouvement soulignait clairement la volonté du Parti de reprendre en mains les Jeunesses où il n'accepterait désormais plus la moindre contestation. Sa fidélité était telle que le secrétaire adulte des J.S. s'effaça vite devant le secrétaire jeune, dès lors unique responsable de l'organisation. Augustin Laurent qui succéda à Lagorgette après son décès accidentel (le 30 décembre 1937) apparut encore plus discret que son prédécesseur.

Né dans le Pas-de-Calais, Chochoy adhéra aux J.S. à 18 ans, en devint secrétaire fédéral et participa, aux côtés d'André Pantigny, à la relance de la fédération socialiste de son département. Le petit instituteur de Sallaumines, après la victoire du Front populaire, fut sollicité par Paul Faure pour occuper les fonctions de chef adjoint de cabinet ministériel, de chargé de mission et enfin de chef de cabinet. Conseiller général de Lumbres dès 1937, il entra à la C.A.P. l'année de la déclaration de guerre. Après la Libération, successivement maire, sénateur, ministre, il est l'exemple (qui aurait dû se généraliser) d'un responsable des J.S., récompensé pour son travail par le Parti et devenu notable local (71). Avec lui arrivait à la tête des Jeunesses un homme élevé dans le culte de la tradition socialiste, admirateur de Guesde et de Lafargue, très méfiant à l'égard des communistes, farouchement pacifiste, et convaincu que les J.S. devaient, selon son expression, se placer « à l'alignement du Parti ». Au besoin, il emploierait la méthode brutale (les exclusions), sûr, comme l'affirmait Lafargue, qu'« un parti qui s'épure est un parti qui se fortifie ».

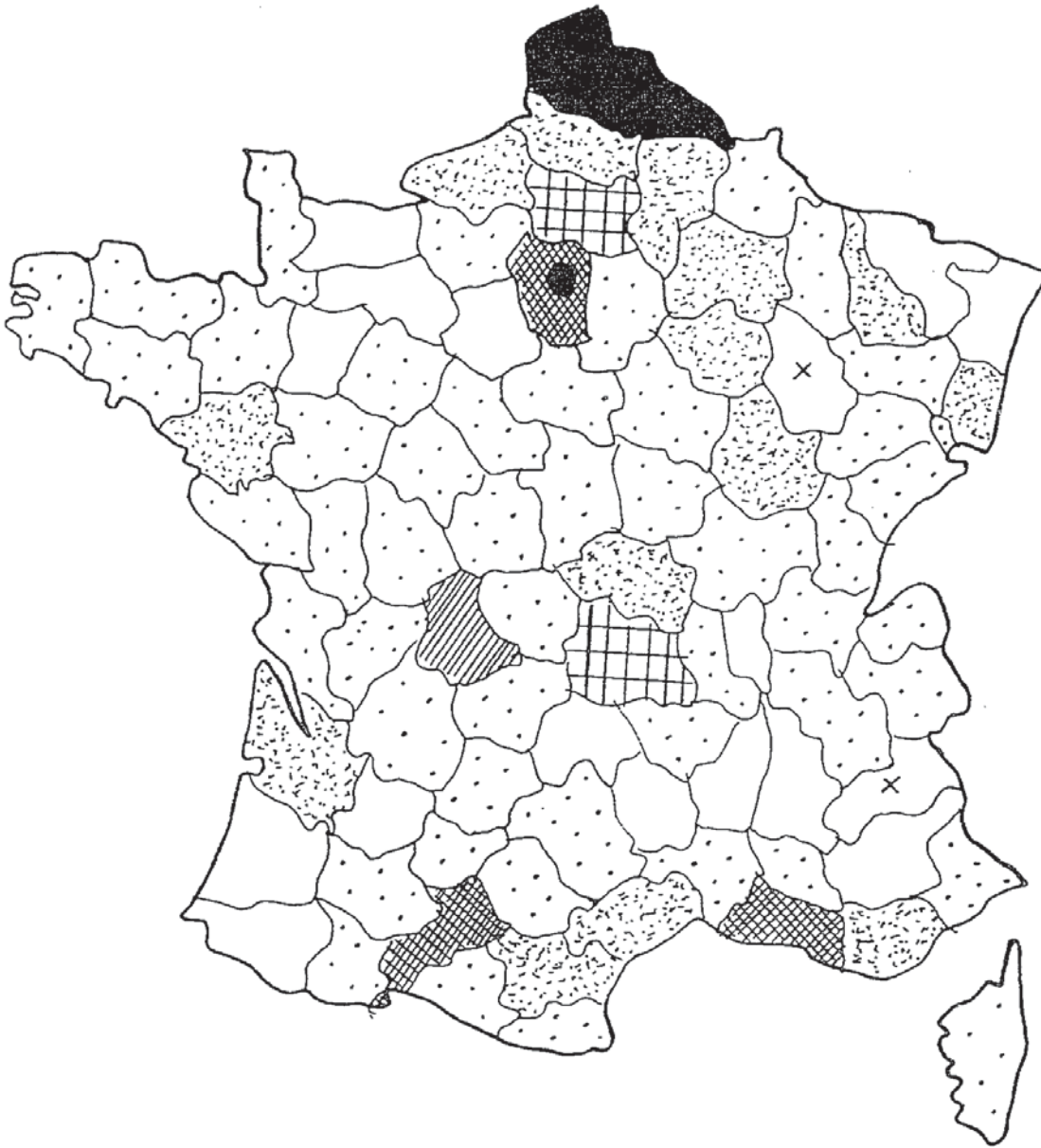
A l'épreuve du Front populaire (1936-1939)

La victoire du Front populaire amena de nombreux jeunes aux J.S., de telle sorte qu'il est difficile d'évaluer les effets des départs de Lille : 38 000 adhérents

(70) J.P. RIOUX, *Révolutionnaires du Front populaire*, Paris, U.G.E., 1973, p. 29. Blum, peu après la Conférence, rencontra F. Zeller et lui demanda de renoncer à ses positions, à ses responsabilités, d'abandonner la parution de *Révolution* en attendant que les choses s'apaisent, ce qu'il refusa (entretien avec F. Zeller, 1988). F. Zeller et ses amis fondèrent alors les J.S.R., poursuivant la diffusion de *Révolution*. Voir aussi sur ce point : J.-P. JOUBERT, « De l'unité d'action aux tentatives de "rassemblement national" autour du Front populaire (1934-1938) », *Cahiers Léon Blum*, n° 17-18, 1985, p. 21-50.

(71) Exclu de la S.F.I.O. à la Libération pour une attitude jugée pour le moins « très effacée » durant l'Occupation, il fut réintégré peu après, tant sa popularité était grande dans sa région. Maire de Lumbres et sénateur (très longtemps président de la Commission à la Reconstruction et des dommages de guerre), il fut secrétaire d'État à la Construction et au Logement du Cabinet Mollet et secrétaire d'État à l'Industrie et au Commerce dans le gouvernement Bourguès-Maunoury. Président du Conseil général du Pas-de-Calais de 1966 à 1978, la maladie l'obligea à abandonner ses fonctions, et il mourut en 1981.

EFFECTIFS DES JEUNESSES SOCIALISTES EN 1936



X	aucun adhérent
	moins de 100 adhérents
•••	de 100 à 400 adhérents (non inclus)
••••	de 400 à 800
■ ■ ■ ■	de 800 à 1 200
▨ ▨ ▨ ▨	de 1 200 à 1 600
▩ ▩ ▩ ▩	de 1 600 à 2 000
■ ■ ■ ■	plus de 2 000

en 1936, près de 55 000 en 1937 ! Toutefois, malgré leurs progrès incontestables, les Jeunesses socialistes étaient largement dépassées par les J.C., dont les effectifs atteignaient les 100 000 membres à l'automne 1936. A cette époque, trois grandes ententes dominaient : le Nord (3 200 adhérents), le Pas-de-Calais (2 200), tandis que la Seine, alors en pleine reconstruction, frôlait les 3 000 militants. De toute évidence, les deux premières fédérations avaient su affirmer leur leadership sur l'ensemble du mouvement (72).

Les thèmes de l'éducation socialiste et des loisirs ouvriers furent relancés, dans un contexte renouvelé, celui des congés payés et des Auberges de jeunesse (73). *Le Cri des jeunes* se fit abondamment l'écho des mesures annoncées par le secrétariat d'État aux sports et aux loisirs. Léo Lagrange lui-même, qui jouissait d'une puissante popularité aux J.S., participa aux travaux du C.N.M. vers 1938. De nombreux jeunes socialistes, à titre individuel, s'investirent dans l'encadrement des Auberges de jeunesse et tissèrent des liens étroits avec les jeunes et les organisateurs du mouvement. Fait caractéristique, les informations sur ces dernières voisinaient dans une page spéciale du *Populaire* (« Le coin des jeunes ») avec celles consacrées aux activités des J.S. Dans le Nord notamment, on vit se développer des groupes de cyclotouristes contrôlés par les J.S. qui, par ailleurs, mirent à l'étude plusieurs projets de camps de vacances. Les sorties champêtres et les bals connurent un nouvel essor. Et certains responsables des Faucons rouges, comme J. Godard, n'hésitèrent plus à solliciter directement les jeunes socialistes pour venir encadrer les enfants : « les équipes de Faucons rouges et de Pionniers sont l'antichambre toute naturelle des Jeunesses socialistes, ce que vos amis belges ont fort bien compris, puisqu'ils s'intitulent eux-mêmes le secteur Faucons rouges de la Jeunesse socialiste. C'est dire qu'en France comme en Belgique, des liens particulièrement étroits doivent se tisser entre groupes de Jeunesses et équipes de Faucons ; que des actions communes doivent être fréquemment envisagées et que la plus grande solidarité doit exister entre les Amis de l'Enfance ouvrière, les Jeunesses et le Parti socialiste, qui, s'adressant à des âges différents, n'en concourent pas moins au même but. [...] Ce n'est pas tout de créer des groupes d'enfants, encore faut-il trouver des camarades pour s'en occuper, pour les encadrer. [...] Où trouver ces éducateurs, où puiser les quelques centaines d'aides nécessaires au développement de nouveaux groupes de Faucons rouges sinon dans cette riche pépinière de jeunes forces et de jeunes volontés que constitue la Jeunesse socialiste ? » (74).

Cependant, après l'euphorie des premiers mois du gouvernement de Front

(72) Comme toujours, les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais travaillaient en étroite collaboration avec les Jeunes gardes belges. Du reste, ce furent elles qui assurèrent l'impression de la nouvelle revue des Jeunesses socialistes, *Jeunesse*, dont le premier numéro parut en avril 1936 (et qui devait vite disparaître).

(73) Voir notamment : Ch. BOUSSEMARY, *L'échappée belle*, Lille, éd. Publi-Nord, 1986 et L. HELLER-GOLDENBERG, *Histoire des Auberges de jeunesse en France des origines à la Libération (1929-1945)*, Nice, Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine, 2 volumes, 1986.

(74) *La Jeune garde*, juillet 1936.

populaire (75), les Jeunesses connurent à nouveau le tumulte. De forts différends éclatèrent entre la direction des J.S. et l'entente de la Seine, largement dominée par la Gauche révolutionnaire dont le secrétaire, Lucien Weitz, avait hésité à rejoindre F. Zeller en 1935. En avril 1937, quelques jours avant l'interdiction de la tendance pivertiste par le Parti, 90 % des délégués des J.S. réunis en Conférence nationale à Creil, excluaient « 22 indisciplinés » (dont Weitz) et dissolvaient la fédération de la Seine (76). Les bannis étaient accusés par le C.N.M. d'avoir cherché à développer l'esprit de tendance et d'avoir passé outre aux avertissements exprimés lors de la précédente conférence, en 1936.

Les jeunes pivertistes avaient notamment fondé l'Université populaire de la jeunesse qui dispensait des « cours d'éducation marxiste » et publiait de nombreuses brochures. Ils étaient à l'origine de la création du journal de l'entente de la Seine, *La Jeune garde*. Loyau, qui n'avait pas suivi Zeller aux J.S.R., dirigeait toujours les Jeunes gardes socialistes qui devaient, plus que jamais, former les cadres des futures « milices ouvrières » contre le fascisme.

La tension atteignit son paroxysme lors des événements de Clichy, en 1937. Les J.S. de la Seine, avec l'assentiment de Pivert, couvrirent les murs d'affiches exigeant la démission de Dormoy. Le 21 mars, *La Jeune garde* titrait en manchette (allusion à l'emprunt lancé quelques jours plus tôt par Blum) : « 8 milliards pour l'Emprunt, 5 morts à Clichy. L'argent se paie avec le sang ouvrier. » Plus loin, on pouvait lire : « La bourgeoisie est rassurée !... Des travailleurs, venus manifester leur colère et leur haine du fascisme ont été assassinés. [...] Ainsi, le sang de nos camarades va servir à affermir une politique qui, loin de nous rapprocher du socialisme, recherche la confiance des possédants, l'aide des banques, l'approbation des trusts et des deux cents familles. »

Les exclus fondèrent une Fédération autonome que Pivert refusa de suivre. Cependant la tendance pivertiste n'était pas totalement éliminée. Le 14 avril 1938, près de deux mois avant le Congrès de Royan, la C.A.P. prononça la dissolution de la fédération des J.S. de la Seine et celle de la Fédération nationale des Étudiants socialistes qui avait réagi violemment à la nouvelle des exclusions de 1937 (77). Cette mesure était rigoureusement illégale, puisque, selon les statuts, seule la Conférence des J.S. était habilitée à prendre une telle décision. La semaine suivante, la Conférence de Limoges se contenta d'entériner passivement la décision du Parti et d'exclure 19 militants pivertistes. De plus, Paul Faure exigea que

(75) Le programme revendicatif des J.S. allait parfois plus loin que celui du Front populaire : journée de 6 heures pour les moins de 18 ans, garantie de chômage en fin de scolarité qui devait être prolongée jusqu'à 16 ans, abrogation de la Loi des Deux Ans, vote pour les soldats majeurs, liberté de lecture dans les casernes, épuration des cadres de l'armée, suppression de la peine capitale.

(76) Les 22 indisciplinés : « Brun, Cerf, Chicot, la citoyenne Filliatre, Giret, Ladmiral, Lalande, Leroy, Lissansky, Loyau, Meier, Odette Nys, Pradet, Reaud, Roche, Roglin, Stibe, Tessier, Tiffon, Weitz, Wichenne. »

(77) Son Congrès de Suresnes (avril 1937) avait voté une « motion sur les exclusions » critiquant « l'étrange mansuétude des organes du Parti à l'égard de camarades dont leur qualité de ministres ne justifie pas les discours en faveur de la collaboration des classes et les appels à la réconciliation nationale », in *Essais et Combats*, mai 1937.

chaque adhérent parisien des J.S. souscrivit désormais un engagement personnel et écrit de fidélité au Parti et aux Jeunesses, en leur adressant un coupon signé, détaché dans *Le Populaire*.

La dissidence parisienne ne pourrait se relever de cette épreuve et Chochoy, une fois de plus, avait prouvé son intransigeance et son absolue fidélité au Parti. Dans ces conditions, la C.A.P. pouvait, sans réel danger, admettre quelques aménagements dans le fonctionnement des J.S. : désormais, le « bureau du C.N.M. », véritable organe directeur du mouvement, regrouperait 5 membres (4 jeunes et 1 adulte, responsable de la trésorerie) et le secrétariat serait confié à un jeune, en l'état, Bernard Chochoy.

Cependant, au-delà de l'unité retrouvée, il reste que l'organisation perdit plus de 11 000 membres entre 1937 et 1938. Il serait évidemment tentant d'y voir les effets de la scission pivertiste. Mais, selon un rapport de la Préfecture de police, elle n'aurait « pas eu de répercussion [...]. Quelques adhérents ont bien quitté cette organisation pour rejoindre les jeunes socialistes ouvrières et paysannes de Marceau Pivert, mais ces pertes ont été compensées par le recrutement de nouveaux membres » (78). Si ce dernier avait tendance à sous-estimer la réalité, il est certain que d'autres facteurs expliquent la désaffection soudaine des jeunes pour les J.S., et d'abord leur déception durant la période : absence de perspective révolutionnaire, échec du Front populaire et dérive radicale, maintien de la loi des deux ans de service militaire, affaire espagnole, attaques successives des adversaires et des partenaires des J.S... Mais n'oublions pas que le phénomène de recul des effectifs toucha tous les mouvements de jeunesse, à commencer par les Jeunesses communistes !

Jusqu'à la dissolution des ligues, prudence oblige, la droite et l'extrême-droite restèrent très discrètes sur l'existence des J.G.S., comme en témoigne leur presse. Les radicaux, en revanche, étaient plus virulents, craignant de les voir se transformer en groupes paramilitaires, à l'exemple, disaient-ils, des ballilas ou des jeunes hitlériennes (79) ! Le trouble gagnait même les militants les plus modérés, sans doute alertés par l'évolution des J.G.S. dans la Seine. Aussi, après l'adoption de la loi visant les ligues factieuses, le C.N.M. dut faire la mise au point suivante : « de nombreux camarades ont pensé que ces lois nous atteignaient et que notre mouvement J.G.S. pouvait être dissous. Il n'en est rien. Les lois sur les ligues ne peuvent atteindre que les organisations à caractère paramilitaire, entraînées en vue des combats de rue et se proposant de renverser les institutions démocratiques par la violence » (80).

Les journaux de droite prirent alors l'opinion à témoin, dénonçant d'abord l'embrigadement des Faucons rouges, « petits otages caporalisés », « à qui l'on apprend à haïr et à lever le poing ». *L'Action française* les accusa d'avoir sacqué ses locaux de la rue Asseline lors de la manifestation de protestation contre

(78) A.P.Po., BA 1692, 8 septembre 1938.

(79) Sableau, secrétaire des J.R.S., alla même jusqu'à comparer les trois flèches à la croix gammée.

(80) Rapports administratifs du C.N.M. des J.S. à la Conférence de Moulins, 12 et 13 avril 1936.

l'agression dont fut victime Léon Blum, en février 1936. Plusieurs associations d'anciens combattants (comme l'Association nationale des Officiers combattants) écrivirent au Président du Conseil pour exiger la dissolution du mouvement. Les assaillants furent peut-être des aides Faucons rouges, mais plus vraisemblablement des militants des J.S.R. qui revendiquèrent l'attaque de la permanence monarchiste quelques jours plus tard.

Si l'on ne trouve aucun commentaire (on le comprend aisément) sur la démonstration de force des Jeunes gardes lors des obsèques de Roger Salengro, en novembre 1936, il en est autrement à propos de celle de l'année suivante, où 6 000 jeunes gens en uniforme défilèrent au pas dans les rues de Creil (où se tenait la Conférence nationale). Les journaux conservateurs et extrémistes de droite réagirent avec vigueur et unanimité. *Le Figaro* publia une photographie avec, pour légende : « Les jeunesses socialistes défilent dans Creil. A la couleur près, les chemises portées par les jeunes gardes évoquent celles des groupements hitlériens en leurs parades » (81). *L'Écho de Paris* stigmatisa la « véritable petite armée rouge parfaitement enrégimentée ». Et *L'Ami du Peuple* inscrivit en première page un dessin de Chancel représentant les J.G.S., en rangs serrés, poings levés, obéissant aux ordres d'un chef hurlant : « Pour la dissolution des ligues paramilitaires, en avant... marche ! » (82). Bracke dut prendre sa plume pour défendre les Jeunes gardes dans un éditorial du *Populaire*, pour le moins embarrassé : « Vous n'aurez pas la peine, écrivait-il, à constater des pieds droits touchant à peu près le talon droit qui précède et une absence fort naturelle de rythme dans les "formations" de rencontre où les jeunes filles et les enfants sont au milieu des files de forts gaillards. L'aspect est celui, bien connu, des défilés sportifs amateurs n'ayant pas précisément la préoccupation d'imposer par leur chic soldatesque » (83). Il reste que, devant les critiques des adversaires, des alliés ou des militants (84), les J.G.S. se firent plus discrets et évitèrent désormais les manifestations d'ampleur.

Parallèlement, les rapports se dégradèrent avec les partenaires communistes. A l'enthousiasme de l'accord sur l'unité d'action avait bientôt succédé une méfiance réciproque et clairement exprimée. Dès son accession au secrétariat, Chochoy dénonça les « rassemblements invertébrés », le « confusionnisme » des J.C. tendant la main aux ennemis d'hier, comme les Volontaires nationaux (85). Le thème devait, par la suite, être maintes fois développé. En février 1936, au nom du

(81) *Le Figaro*, 29 mars 1937.

(82) *L'Ami du Peuple*, 31 mars 1937.

(83) *Le Populaire*, 30 mars 1937.

(84) Cossevin, à la Conférence nationale de 1938, au nom de la Charente inférieure déclara qu'il voyait « dans les J.G.S. une organisation paramilitaire, insuffisante si elle vise à être un groupe de défense, plus nuisible qu'utile si elle ne vise qu'à la parade. [Je] demande la suppression des Jeunes Gardes », conclut-il.

(85) H. NOGUÈRES, *La Vie quotidienne*, op. cit., raconte que les J.C. avaient modifié le refrain de la *Jeune Garde*, remplaçant « les curés » par les « J.P. ». Il est caractéristique de voir combien les J.S. tentèrent de se démarquer du « confusionnisme » des J.C., raillant leur mansuétude à l'égard des catholiques. Aussi redoublèrent-elles d'attaques contre les jocistes, surtout en 1937-1938.

C.N.M., son secrétaire adressa une lettre au Comité central des J.C., les priant instamment de cesser leurs tentatives de débauchage des jeunes socialistes.

Si la victoire du Front populaire apaisa provisoirement les polémiques, ces dernières connurent un regain de vitalité dès la fin de l'année 1936, à propos de l'attitude de Léon Blum dans l'affaire espagnole. Selon les J.S., il s'agissait de « défendre la République, mais en même temps sauver la Paix ». *L'Avant-Garde* parla alors de « capitulation » de Matignon et du Quai d'Orsay devant le fascisme. *Le Cri des jeunes* répliqua que les communistes, en refusant de participer au gouvernement (malgré leurs promesses) étaient les vrais « capitulards » et qu'ils poussaient à la guerre. Dans ces événements, les Jeunesses socialistes apparurent souvent dans l'embarras. Il est aujourd'hui difficile de mesurer l'ampleur et le sens véritable des discussions d'alors entre les militants. Mais il est sans doute possible d'affirmer, notamment après l'examen minutieux de nombreux articles du *Cri des jeunes* justifiant la non-intervention, que beaucoup de jeunes socialistes ne furent pas convaincus par les explications de leurs dirigeants. Il reste que les jeunes socialistes se dépensèrent sans compter pour venir en aide à l'Espagne, organisant leurs propres collectes et celles de la C.G.T. et du Parti (ce fut souvent la responsabilité des J.G.S.), adressant du papier-journal aux camarades des J.S.U. espagnoles, préparant l'envoi de camions de vivres et de vêtements, assurant le départ d'un avion sanitaire à Madrid (86).

L'automne 1937 marqua une nouvelle étape dans l'altération des relations J.S.-J.C. lorsque Dimitrov publia son manifeste où il affirmait notamment que « le social-démocratie, par toute sa politique de capitulation et de scission [avait] déblayé la route pour la victoire du fascisme » (87). Partis adultes et mouvements de jeunesses rompirent alors immédiatement leur dialogue sur l'unité organique. Chochoy employa la « Tribune libre » du *Populaire* à plusieurs reprises pour montrer le caractère nuisible de l'unité organique. Il prit un jour l'exemple des Jeunes gardes belges qui, depuis leur fusion avec les communistes, avaient perdu le quart de leurs adhérents (88).

« [...] les communistes de 1937 sont les dignes élèves de ceux de 1920, renchérisseait une brochure des J.S. Les fins qu'ils poursuivent sont restées les mêmes, seuls ont changé quelque peu les procédés employés pour ruiner l'autorité du socialisme traditionnel et de ceux qui y restent fidèles au sein de la classe ouvrière » (89). En mai 1938, un rapport de la Préfecture de police constatait lucidement : « Si les négociations engagées entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste S.F.I.O. en vue de la fusion éventuelle de ces deux groupements sont jusqu'ici demeurées stériles et ne paraissent pas devoir être de sitôt couronnées de succès, les pourparlers entrepris dans le même but entre les Fédérations des Jeunesses Communistes et des Jeunesses Socialistes sont encore plus laborieux.

(86) Certains jeunes socialistes rejoignirent l'Espagne, comme Léon Boutbien, membre du Comité d'action socialiste pour l'Espagne républicaine et médecin de la Centrale sanitaire internationale.

(87) *L'Humanité*, 12 novembre 1937.

(88) *Le Populaire*, 29 octobre 1937.

(89) C.N.M. des J.S., *La question de l'unité. De la scission de Tours au Manifeste de Dimitrov. Qui a voulu la scission ? Qui l'a faite ? Qui la perpétue ?*, Paris, Librairie populaire, 1938.

Pour leur part, les dirigeants des Jeunesses socialistes, qui n'ont jamais été de chauds partisans de l'unification, sont de moins en moins animés du désir de se rapprocher des Jeunesses communistes » (90).

Par crainte de voir les communistes « plumer la volaille socialiste », des avertissements furent bientôt adressés aux groupes qui s'entêtaient à se joindre aux J.C. dans des réunions communes. Les Procès de Moscou accentuèrent encore le malaise entre les deux formations, alors que l'Internationale Communiste des jeunes tentait vainement d'amener sa partenaire socialiste (l'I.J.S.) à conclure un pacte d'unité d'action. Munich acheva de creuser le fossé.

Le pacifisme des J.S. était inébranlable, inspiré en partie par les instituteurs du mouvement comme Bernard Chochoy ou son successeur Max Norel (désigné en avril 1939), tous deux paulfauristes fidèles (91). Au lendemain des accords de Munich, Chochoy écrivait dans son éditorial du *Cri des jeunes* : « Le monde a échappé au pire des crimes : la guerre. Pourquoi cacherions-nous notre soulagement et ne dirions-nous pas notre joie de voir la paix sauvée ? Et ce soulagement, je le dis sans détour, atténue largement mon humiliation et ma honte » (92). L'année suivante, la Conférence nationale de Toulouse votait une « Motion sur la paix » où les J.S. renouvelaient leur confiance au Parti « pour qu'il conserve les jeunes vies du prolétariat français » et appelaient « de tous leurs vœux, la tenue d'une conférence internationale » (93).

Plus encore que dans le Parti, rares furent les voix qui s'élevèrent aux J.S. contre le marché de dupes de Munich. La quasi-totalité des jeunes socialistes souscrivait aux paroles prononcées, lors d'un meeting à Pantin (en avril 1939), par Fernand Imbert, secrétaire de la Seine : « Nous, les jeunes, qui serions les premières victimes d'un conflit, nous ne voulons pas croire à la guerre inévitable ; nous ne pouvons pas croire que, vingt ans à peine après la dernière guerre, nous reverrons toutes les horreurs des charniers [...]. Qu'on nous comprenne ! Nous sommes prêts à défendre nos libertés, à résister à la force brutale des dictateurs, mais nous voulons qu'auparavant, tout soit tenté pour épargner, pour éloigner la guerre » (94).

Mal préparés à l'épreuve, les jeunes socialistes se sentirent désemparés à l'annonce de la déclaration de guerre. Les structures du mouvement disparurent vite. Et ce fut par un engagement personnel (ou grâce aux liens conservés avec leurs camarades d'organisations proches, comme les Auberges de jeunesse) que d'anciens militants des J.S. rejoignirent la Résistance.

*

* *

(90) A.P.Po., BA 1692, 27 mai 1938.

(91) Max Norel était secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais.

(92) *Le Cri des jeunes*, 2^e numéro d'octobre 1938.

(93) *Le Cri des jeunes*, 1^{er} numéro de mai 1939.

(94) A.P.Po., BA 1692, 26 avril 1939.

Les J.S. ont occupé une place importante parmi les rassemblements politique de la jeunesse française dans l'entre-deux-guerres. Elles demeurent, avec les J.C. et la J.O.C., l'un des trois grands mouvements qui ont dominé les années 1930. A certaines époques, elles furent même les plus puissantes par le nombre. On y retrouve les caractères fondamentaux des mouvements de jeunesse de l'époque, justement définis par Aline Coutrot (95) : le rejet du passé, le retour à la nature, l'ambition de devenir une force nouvelle, la volonté éducative, l'attachement aux symboles et aussi la subordination des jeunesses au parti adulte qui les a créées.

Comme les J.C., les J.S. étaient placées sous l'étroite surveillance des aînés qui mettaient un frein aux initiatives des jeunes. Aux virages et épurations successives des J.C. (1931, 1934), répondirent les exclusions des J.S., d'une autre nature, il est vrai. Il reste que ce qui semblait efficace dans le camp communiste montra ses limites chez les socialistes. L'application stricte de la discipline du P.C.F. pouvait faire taire la contestation des Jeunesses. Il en était autrement aux J.S. Comment les jeunes auraient-ils pu accepter pour eux-mêmes des règles non respectées dans le Parti ? La liberté de parole à la S.F.I.O., les discussions de tendances en son sein, conduisaient inévitablement les J.S. à souhaiter instaurer le débat contradictoire dans le mouvement. Comment les jeunes socialistes, qui participaient, dans leurs sections, à des échanges de propos houleux entre militants, pouvaient-ils se soumettre à un fonctionnement rigoureusement différent aux J.S. ? S'étonnera-t-on alors d'observer que certains socialistes en âge d'adhérer aux Jeunesses aient négligé de le faire ?

Il est d'ailleurs légitime de se demander si la S.F.I.O. avait vraiment voulu l'existence des J.S. Nous avons constaté qu'en 1925, comme précédemment en 1905 ou en 1912, des voix influentes s'étaient élevées pour désapprouver leur constitution. Cependant, le Parti socialiste ne pouvait se passer d'un mouvement de jeunesse. Il fallait préparer la relève des cadres et surtout canaliser une force vive qui se serait naturellement dirigée vers le Parti communiste et les J.C.

Durant tout l'entre-deux-guerres, l'ombre des Jeunesses communistes a plané sur l'évolution des J.S. Parce qu'ils connaissaient leur puissance d'organisation, les responsables de la S.F.I.O. ont toujours craint qu'elles ne noyautent les groupes de J.S. Le contrôle sourcilieux des jeunesses lui apparaissait comme la condition nécessaire pour ne pas voir les jeunes communistes « plumer la volaille socialiste ».

Or les jeunes ne pouvaient se contenter des tâches éducatives qui leur étaient dévolues. Sensibles au discours révolutionnaire, d'abord des communistes, puis des fractions d'extrême-gauche, ils devaient naturellement se heurter aux vieux dirigeants du Parti. Pour nombre d'entre eux, le rejet du passé conduisait aussi au renouvellement des cadres dont beaucoup avouaient leur défiance à l'égard des J.S.

(95) A. COUTROT, « Le mouvement de jeunesse, un phénomène au singulier ? », in G. CHOLVY (dir.), *Mouvements de jeunesse, chrétiens et juifs : sociabilité juvénile dans un cadre européen, 1799-1968*, Paris, Éditions du Cerf, 1985.

Incontestablement, la présence des Jeunesses communistes dans le pays gêna les J.S. et amena les militants à radicaliser leur discours, tandis que la défaite de la classe ouvrière allemande préparait le terrain aux idées d'extrême-gauche. On peut, en effet, constater que, là où les communistes étaient absents, ou presque, de la vie politique, les relations entre le Parti et ses Jeunesses ne comportèrent guère d'élément de conflit. Telle fut la situation dans les pays scandinaves qui, notons-le, dominèrent l'I.J.S. (96), à mesure que l'emprise nazie se précisait sur l'Europe centrale. Ainsi, en Norvège, ne demeurait depuis 1927 qu'un seul mouvement ouvrier, le Parti socialiste et, pour ainsi dire, qu'une organisation de jeunes de gauche, l'Association des jeunes travailleurs, forte de 33 000 militants (dans un pays de 3 millions d'habitants). Le discours de l'A.J.T. demeura modéré. Jamais elle ne fut déchirée par les épurations répétées. Confiant, le Parti ne délégua qu'un représentant au comité central de l'A.J.T. qui en comptait dix. Son secrétaire (évidemment jeune) était membre de droit de la C.A.P. Les Jeunesses acceptaient sans remous les tâches d'éducation et de propagande fixées par le Parti. Sans être autonome, l'A.J.T. jouissait d'une certaine indépendance de fonctionnement et, semble-t-il, d'une réelle liberté de discussion. Le mouvement, imprégné des forts particularismes de la social-démocratie norvégienne, ne fut guère sensible aux extrémismes.

L'enracinement du frère ennemi communiste compromettait nécessairement les effets de l'autonomie des jeunesses. L'expérience belge reste éclairante, sur ce point. Les J.G.S. (Jeunes gardes socialistes) belges étaient autonomes par rapport au Parti. A partir de 1934, elles engagèrent un rapprochement avec les J.C. qui aboutit, deux plus tard, à la fusion (les jeunes communistes étant minoritaires, la nouvelle organisation conserva le sigle de J.G.S.). Le P.O.B. (Parti ouvrier belge) ne fut pas consulté. La situation pouvait alors paraître paradoxale à un jeune socialiste français : une jeunesse ouvrière unie, alors que le P.O.B. et le P.C. belge ne parvenaient pas à l'unité organique. L'expérience unitaire s'avéra alors bien difficile. L'autonomie montra ses limites. Les différends entre les deux partis adultes, dont les jeunes étaient très souvent membres, rejaillissaient en permanence sur le mouvement de jeunesse, le divisaient, l'éparpillaient, le faisaient fondre. Les jeunes communistes furent accusés par les jeunes socialistes de s'être introduits aux J.G.S. uniquement pour les débaucher. Bien vite, l'expérience tourna court.

Ces deux exemples illustrent combien l'histoire d'une organisation de jeunesse reste inséparable de celle du parti politique qui l'a suscitée. Sans lui, elle n'a guère d'existence. Contre lui, elle perd toute crédibilité.

Jamais plus un mouvement de jeunes socialistes ne devait connaître, en France, une aussi grande extension que dans les années 1930, puisqu'après l'enthousiasme de la Libération, les J.S. furent à nouveau victimes de crises internes (31 000 adhérents en 1946, 2 000 deux ans plus tard). L'histoire semblait se répéter. Le Parti entendait maintenir une tutelle intransigeante sur ses Jeunesses ; les

(96) L'I.J.S. était présidée par le Danois Hansen au milieu des années 1930.

jeunes exigeaient l'autonomie ; les trotskystes pensaient pouvoir jouer de la situation.

Et, depuis plus de 40 ans, les querelles ont périodiquement débouché sur des démissions, des exclusions, des reconstructions, si bien qu'aujourd'hui le Parti socialiste ne dispose toujours pas d'un véritable mouvement de jeunesse (97).

Faisant le bilan de la période étudiée, Léon Boutbien observait : « Nous étions un peu les trouble-fête. Pourtant, Dieu sait que nous étions sages » (98).

(97) Voir à ce propos : J. AYMÉ, *Jeunesses socialistes (1944-1948)*, mémoire de maîtrise, Université Grenoble II, 1981 et J. KERGOAT, « L'histoire mouvementée des Jeunesses socialistes », *Le Monde*, 22 avril 1987.

(98) Entretien avec Léon Boutbien (1988).